

## **Aktions- und Massnahmenpläne sowie Massnahmenpakete gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt in Kantonen und grossen Städten – eine Übersicht (Mai 2023)**

**Plans d'action et de mesures, ainsi que séries de mesures pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique dans les cantons et les grandes villes – une vue d'ensemble (mai 2023)**

Aktualisierung im Mai 2023 / Mise à jour mai 2023

# Inhaltsverzeichnis

<b>1</b>	<b>SITUATION INITIALE / AUSGANGSLAGE</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>RESULTATS / ERGEBNISSE</b>	<b>5</b>
2.1	VUE D'ENSEMBLE SUR LES REPNSES CANTONALES / ÜBERBLICK ÜBER DIE ANTWORTEN DER KANTONE	6
2.2	PLANS POUR L'ÉGALITE INCLUANT DES MESURES DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES ET LA VIOLENCE DOMESTIQUE / GLEICHSTELLUNGSPÄNE MIT MASSNAHMEN GEGEN GEWALT AN FRAUEN UND HÄUSLICHE GEWALT	15
2.3	MESURES CANTONALES / COMMUNALES CONCERNANT LES CHAMPS D'ACTION DE LA FEUILLE DE ROUTE SUR LA VIOLENCE DOMESTIQUE DU 30. AVRIL 2020 / KANTONALE / KOMMUNALE MASSNAHMEN IN DEN HANDLUNGSFELDERN DER ROADMAP HÄUSLICHE GEWALT VOM 30. APRIL 2020	17
2.3.1	<i>Champs d'action 1: Action commune coordonnée et champs d'action 2: Prévention, information, sensibilisation</i>	17
2.3.2	<i>Handlungsfeld 1: Gemeinsames koordiniertes Vorgehen und Handlungsfeld 2: Prävention, Information, Sensibilisierung</i>	21
2.3.3	<i>Champs d'action 3: Gestion de menaces et champs d'action 4: Moyens techniques</i>	29
2.3.4	<i>Handlungsfeld 3: Bedrohungsmanagement und Handlungsfeld 4: Technische Mittel</i>	30
2.3.5	<i>Champs d'action 5: Numéro téléphone central et champs d'action 6: Prise en charge de la victime</i>	34
2.3.6	<i>Handlungsfeld 5: Zentrale Telefonnummer und Handlungsfeld 6: Betreuung des Opfers</i>	36
2.3.7	<i>Champs d'action 7: Protection des enfants et champs d'action 8: Travail avec les auteur-e-s de violence</i>	42
2.3.8	<i>Handlungsfeld 7: Schutz von Kindern und Handlungsfeld 8: Arbeit mit gewaltausübenden Personen</i>	43
2.3.9	<i>Champs d'action 9: Formation continue et champs d'action 10: Cadre juridique relatif à la violence domestique</i>	49
2.3.10	<i>Handlungsfeld 9: Weiterbildung und Handlungsfeld 10: Rechtlicher Rahmen</i>	51
2.3.11	<i>Addendum feuille de route: violence sexuelle</i>	55
2.3.12	<i>Addendum Roadmap: Sexuelle Gewalt</i>	57
2.4	D'AUTRES MESURES CANTONALES CONCERNANT LES THEMES DE LA CONVENTION D'ISTANBUL / WEITERE KANTONALE MASSNAHMEN DER THEMENFELDER ISTANBUL-KONVENTION	60
2.4.1	<i>D'autres mesures cantonales concernant les thèmes de la convention d'Istanbul</i>	60
2.4.2	<i>Weitere kantonale Massnahmen der Themenfelder der Istanbulkonvention</i>	61

# 1 Situation initiale / Ausgangslage

La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) a pour but de lutter de façon globale contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Suite à la ratification de la Convention le 14 décembre 2017 et son entrée en vigueur le 1er avril 2018, la Suisse est tenue, par le droit international, de mettre en œuvre les mesures appropriées pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique et de régulièrement soumettre un rapport au Conseil de l'Europe. En 2021, la Suisse a saisi un premier rapport national et en février 2022, le groupe d'experts GREVIO a visité la Suisse. Le rapport d'évaluation du GREVIO à la Suisse avec des propositions d'amélioration de la situation a été publié en novembre 2022. Le 15 novembre, les commentaires de la Suisse ont également été publiés, voir [https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/le-bfeg/nsb-news\\_list.msg-id-91559.html](https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/le-bfeg/nsb-news_list.msg-id-91559.html). Mi-décembre, le Conseil de l'Europe a publié 16 recommandations à la Suisse, voir <https://rm.coe.int/ic-cp-inf-2022-11-cop-recommendation-switzerland-eng/1680a9530f> (peut être consulté sous les informations pays sur la Suisse [Switzerland - Istanbul Convention Action against violence against women and domestic violence \(coe.int\)](https://rm.coe.int/ic-cp-inf-2022-11-cop-recommendation-switzerland-eng/1680a9530f)).

C'est le Domaine Violence Domestique du Bureau fédéral pour l'égalité entre femmes et hommes BFEG qui est responsable de la coordination et du rapport au Conseil de l'Europe. En février/mars 2019, dans le but de rédiger le premier rapport périodique, le BFEG a organisé une enquête afin d'établir un état des lieux des plans d'action et de mesures précédents, actuels et prévus dans un avenir proche au niveau cantonal et communal dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Les services cantonaux d'intervention et de coordination contre la violence domestique, regroupés au sein de la Conférence suisse contre la violence domestique CSVD, disposent des informations pertinentes relatives aux plans d'action cantonaux et communaux. Les mesures visant à combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique peuvent également s'inscrire dans les plans pour l'égalité au niveau des villes et des cantons. Par conséquent, les questionnaires furent envoyés au printemps 2019 à la fois aux membres de la CSVD et aux membres de la Conférence suisse des délégué.e.s à l'égalité CSDE. Les questions portaient sur les plans d'action précédents et actuels de lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, mais également sur les plans pour l'égalité ou autres stratégies comportant des mesures contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, ainsi que sur les plans d'action prévus ou encore au stade de la planification. Le résultat de cette enquête a été complété en 2020 et publié sur le site Internet [www.skhg.ch](http://www.skhg.ch).

En avril 2021, un dialogue stratégique Confédération-cantons a été lancé par la cheffe du DFJP et mené conjointement avec la présidente de la CDAS, le président de la CCDJP et des représentant-e-s des services fédéraux et des conférences cantonales spécialisées. Il en est ressorti une feuille de route avec 10 champs d'action. Ceux-ci ont été complétés par un 11e champ d'action après le dialogue sur la violence sexuelle de novembre 2022. En été 2022, la confédération a publié le plan d'action national relatif à la Convention d'Istanbul 2022-2026 (PAN CI), qui a été élaboré par la Confédération, les cantons et les villes/communes.

La liste des plans d'action et de mesures cantonaux de 2020 sera maintenant révisée pour le bilan intermédiaire de la feuille de route sur la violence domestique du 26 mai 2023 et les actions / mesures seront attribuées aux différents champs d'action. La liste contient également une rubrique pour d'autres mesures dans le champ thématique de la Convention d'Istanbul, mais en dehors des points forts de la feuille de route et du PAN CI.

Dans le cadre de la présente vue d'ensemble, le terme **Plan d'action et de mesures** comprend:

Les instruments, permettant aux collectivités d'identifier les domaines concernés et de:

- fixer des objectifs contraignants, en général approuvés au niveau politique
- définir les mesures concrètes indispensables pour atteindre les objectifs selon un calendrier déterminé
- régler le financement
- nommer les instances responsables de la mise en œuvre et
- prévoir la vérification de la réalisation des objectifs

De nombreux cantons ne disposent pas d'un plan d'action et de mesures à proprement parler selon la définition ci-dessus, mais de paquets de mesures qui ont un ancrage politique et pour lesquels il existe un mandat (p. ex. une décision gouvernementale). Cette vue d'ensemble doit englober autant que possible toutes les mesures des cantons, c'est pourquoi elle ne comprend pas uniquement les plans d'action et de mesures selon la définition ci-dessus. Les membres de la CSVD chargés de cette mise à jour ont été priés de solliciter également la participation des services cantonaux et communaux chargés de l'égalité entre femmes et hommes.

Das Übereinkommen des Europarats zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt (Istanbul-Konvention) hat zum Ziel, Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt umfassend zu bekämpfen. Mit der Ratifikation des Übereinkommens am 14. Dezember 2017 und seiner Inkraftsetzung am 1. April 2018 hat sich die Schweiz völkerrechtlich verpflichtet, entsprechende Massnahmen gegen Gewalt gegen Frauen und häusliche Gewalt umzusetzen und dem Europarat regelmässig darüber Bericht zu erstatten. Im Jahr 2021 hat die Schweiz einen ersten Staatenbericht erfasst und im Februar 2022 hat die Expert/-innen-Gruppe GREVIO die Schweiz besucht. Der Evaluationsbericht von GREVIO an die Schweiz mit Vorschlägen zur Verbesserung der Situation wurde im November 2022 veröffentlicht. Am 15. November wurden auch die Kommentare der Schweiz dazu publiziert, siehe [https://www.ebg.admin.ch/ebg/de/home/das-ebg/nsb-news\\_list.msg-id-91559.html](https://www.ebg.admin.ch/ebg/de/home/das-ebg/nsb-news_list.msg-id-91559.html). Mitte Dezember hat der Europarat 16 Empfehlungen an die Schweiz publiziert, siehe <https://rm.coe.int/ic-cp-inf-2022-11-cop-recommendation-switzerland-eng/1680a9530f> (kann abgerufen werden unter den Länderinformationen zur Schweiz [Switzerland - Istanbul Convention Action against violence against women and domestic violence \(coe.int\)](https://www.coe.int)).

Für die nationale Koordination und die Berichterstattung an den Europarat ist der Fachbereich Gewalt des Eidgenössischen Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann EBG zuständig. Im Hinblick auf den ersten Staatenbericht hat das EBG im Februar/März 2019 eine Umfrage durchgeführt mit dem Ziel eine Bestandesaufnahme der abgeschlossenen, bestehenden und in nächster Zeit geplanten kantonalen und kommunalen Aktions- und Massnahmenpläne zur Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt zu erstellen.

Die kantonalen Interventions- und Koordinationsstellen gegen häusliche Gewalt, die in der Schweizerischen Konferenz gegen Häusliche Gewalt SKHG zusammengeschlossen sind, verfügen über die nötigen Informationen bezüglich kantonalen und kommunalen Aktionsplänen. Massnahmen gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt können auch in städtischen oder kantonalen Gleichstellungsplänen enthalten sein. Daher wurde der Fragebogen im Frühling 2019 sowohl an die Mitglieder der SKHG als auch an die Mitglieder der Schweizerischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten SKG verschickt. Darin wurde nach bisherigen und aktuellen Aktionsplänen gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt gefragt, wie auch nach Gleichstellungsplänen oder anderen Strategien, die Massnahmen gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt enthalten sowie nach künftig vorgesehenen oder in Planung begriffenen Aktionsplänen. Das Ergebnis dieser Umfrage wurde im Jahr 2020 ergänzt und auf der Webseite [www.skhg.ch](http://www.skhg.ch) veröffentlicht.

Im April 2021 wurde ein strategischer Dialog Bund-Kantone durchgeführt, der von der Vorsteherin des EJPD lanciert wurde und gemeinsam mit der Präsidentin der SODK, dem Präsident der KKJPD und Vertreter/-innen von Bundesstellen und kantonalen Fachkonferenzen durchgeführt wurde. Daraus entstand eine Roadmap mit 10

Handlungsfeldern. Diese wurden nach dem Dialog zu sexueller Gewalt vom November 2022 mit einem 11. Handlungsfeld zu sexueller Gewalt ergänzt. Im Sommer 2022 wurde ein Nationaler Aktionsplan zur Istanbul-Konvention 2022-2026 (NAP IK) veröffentlicht, der von Bund, Kantonen und Städten/Gemeinden erarbeitet wurde.

Die Liste zu den kantonalen Aktions- und Massnahmenplänen von 2020 wird nun für die Zwischenbilanz der Roadmap Häusliche Gewalt vom 26. Mai 2023 überarbeitet und die Aktionen / Massnahmen den einzelnen Handlungsfeldern zugeordnet. Die Liste enthält zudem eine Rubrik für weitere Massnahmen im Themenfeld der Istanbul-Konvention, jedoch ausserhalb Schwerpunkte von Roadmap und NAP.

Unter einem **Aktions- und Massnahmenplan** wird im Rahmen dieser Übersicht Folgendes verstanden:

Instrumente, mit denen sich die Gemeinwesen in bestimmten Bereichen

- verbindliche, in der Regel politisch verabschiedete Ziele setzen,
- die zur Zielerreichung nötigen konkreten Massnahmen innerhalb eines vorgegebenen Zeitrahmens definieren,
- deren Finanzierung regeln,
- die für die Umsetzung verantwortlichen Stellen bezeichnen und
- eine Überprüfung der Zielerreichung vorsehen.

Viele Kantone verfügen nicht über einen eigentlichen Aktions- und Massnahmenplan nach obiger Definition, jedoch über Massnahmenpakete, die politisch verankert sind und für welche ein Auftrag (z.B. ein Regierungsbeschluss) besteht. Diese Übersicht soll möglichst alle Massnahmen der Kantone umfassen, daher sind hier nicht nur Aktions- und Massnahmenpläne nach obiger Definition erfasst. Die Mitglieder der SKHG, welche diese Aktualisierung vornehmen wurden gebeten, auch die Kantonalen und kommunalen Fachstellen für die Gleichstellung von Frau und Mann um Mitwirkung anzufragen.

## 2 Résultats / Ergebnisse

a) **Vue d'ensemble de tous les cantons et de toutes les villes disposant d'un plan d'action, un paquet de mesures ou d'un plan d'égalité avec des mesures contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. ([tableau 1](#))**

b) **Vue d'ensemble des plans pour l'égalité et leurs objectifs dans le domaine de la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ([tableau 2](#))**

c) **Mesures cantonales concernant les champs d'action de la feuille de route sur la violence domestique ([tableaux 3.1-3.12](#))**

Les mesures mentionnées font partie des plans d'action et de mesures cantonales ou ont d'autres bases cantonales (p. ex. sur la base d'une décision du gouvernement ou des parlements cantonaux ou municipaux). Des stratégies qui englobent également des mesures contre la violence se trouvent, entre autres, dans le domaine de la **protection des enfants**.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Un résumé se trouve sous <https://www.politiqueenfancejeunesse.ch/documentation.html>

d): D'autres mesures cantonales concernant les thèmes de la convention d'Istanbul ([tableau 4.1-4.2](#))

a) Übersicht über alle Kantone und über diejenigen Städte mit einem Aktionsplan, einem Massnahmenpaket oder Gleichstellungsplan mit Massnahmen gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt ([Tabelle 1](#))

b) Übersicht über die Gleichstellungspläne und deren Ziele im Bereich Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt ([Tabelle 2](#))

c) Kantonale Massnahmen, die den Handlungsfeldern der Roadmap Häusliche Gewalt entsprechen ([Tabellen 3.1-3.12](#))

Die aufgeführten Massnahmen sind entweder Teil der kantonalen Aktions- und Massnahmenpläne oder haben andere kantonale Grundlagen (z.B. auf Grund einer Entscheidung der Regierung oder Kantonalen bzw. städtischen Parlamenten. Strategien, die ebenfalls Massnahmen gegen Gewalt umfassen, finden sich u.a. auch im **Kinderschutzbereich**.<sup>2</sup>

d) Weitere kantonale Massnahmen der Themenfelder der Istanbul-Konvention ([Tabellen 4.1-4.2](#))

## 2.1 Vue d'ensemble sur les réponses cantonales / Überblick über die Antworten der Kantone

La vue d'ensemble suivante (tableaux 1 et 2) montre tous les cantons et villes qui disposent d'un plan d'action cantonal, de plans d'égalité avec des mesures contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, de mandats gouvernementaux avec des paquets de mesures, ou d'un programme de législature avec un accent sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Les tableaux suivants montrent comment les mesures issues de ces plans d'action et de mesures se répercutent sur les champs d'action de la feuille de route (tableau 3) et quelles mesures supplémentaires sont en cours de planification dans les champs thématiques de la Convention d'Istanbul (tableau 4).

Die nachfolgende Übersicht (Tabelle 1 und 2) zeigt alle Kantone und Städte, welche über einen kantonalen Aktionsplan, über Gleichstellungspläne mit Massnahmen gegen Gewalt an Frauen und häuslicher Gewalt, über Regierungsaufträge mit Massnahmenpaketen, oder über eine Legislaturplanung mit dem Schwerpunkt der Bekämpfung von Gewalt an Frauen und häuslicher Gewalt verfügen. Die darauffolgenden Tabellen zeigen auf, wie sich die Massnahmen aus diesen Aktions- und Massnahmenplänen auf die Handlungsfelder der Roadmap auswirken (Tabelle 3) und welche zusätzlichen Massnahmen in den Themenfeldern der Istanbul-Konvention in Planung sind (Tabelle 4).

---

<sup>2</sup> Eine Übersicht findet sich unter <https://www.kinderjugendpolitik.ch/dokumentation.html>

**Tableau 1: Vue d'ensemble de tous les cantons et villes munis d'un plan d'action**

**Tabelle 1: Übersicht über alle Kantone und über diejenigen Städte mit einem Aktions- oder Gleichstellungsplan mit Massnahmen gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt**

Kanton/ Gemeinde	Antwortende Stelle	Aktionsplan oder Massnahmenpa- ket mit Regierungsauftrag (aktuell / geplant)	Gleichstellungs- plan (aktuell / geplant)	Link zu Grundlagen / Auftrag Laufzeit Allgemeine Zielsetzung / Vision Lien vers Bases / Mission Durée Objectif général / Vision
Canton/ Commune	Service responsable	Plan d'action / Séries de mesures sur mandat du gouvernement (actuel / prévu)	Plan pour l'égalité (actuel / prévu)	
<b>AG</b>	Fachstelle Häusliche Gewalt	Massnahmenplan zur Umsetzung der Istanbul-Konvention und der Roadmap Bund-Kantone; Regierungsratsbeschluss vom <b>15. Juni 2022</b>	nein	<a href="#">Schutz vor Gewalt – 13 Massnahmen zur Umsetzung der Istanbul-Konvention - Kanton Aargau (ag.ch)</a> <b>Laufzeit 2022-206</b>
<b>AI</b>	Koordinationsstelle HG bei der Kantonspolizei <a href="mailto:stefani.koller@kapo.ai.ch">stefani.koller@kapo.ai.ch</a>	nein	nein	Standeskommissionsbeschluss über die Zusammenarbeit
<b>AR</b>	Departement Inneres und Sicherheit <a href="mailto:ralph.bannwart@ar.ch">ralph.bannwart@ar.ch</a>	nein	nein	
<b>BE</b>	Berner Interventionsstelle gegen häusliche Gewalt; <a href="mailto:info.big.sid@be.ch">info.big.sid@be.ch</a>	ja RRB 611/2021 vom <b>19.05.2021</b> (Massnahmen IK) RRB (Tätigkeitsprogramm <b>2022-2023</b> Berner Interventionsstelle gg. HG) Tätigkeitsprogramm <b>2024-2025</b> i.A.	nein	Bericht zu RRB <b>611/2021</b> : <a href="#">Istanbul-Konvention – Kantonale Analyse und Umsetzung (be.ch)</a> Tätigkeitsprogramm <b>2022-2023</b> BIG: <a href="#">Hintergründe &amp; Ziele (be.ch)</a> Tätigkeitsprogramm <b>2024-2025</b> wird ab Anfang 2024 unter obenstehendem Link publiziert.
<b>BE, Stadt Bern</b>	Fachstelle für die Gleichstellung von Frau und Mann <a href="mailto:regula.buehlmann@bern.ch">regula.buehlmann@bern.ch</a>	nein	ja	Aktionsplan Gleichstellung seit 2009, jeweils neue Schwerpunkte und Massnahmen. Laufzeit <b>2019-2022</b> ist evaluiert, Laufzeit <b>2023-2026</b> wird im Juni veröffentlicht. <a href="http://www.bern.ch/aktionsplangleichstellung">www.bern.ch/aktionsplangleichstellung</a>
<b>BL</b>	Interventionsstelle gegen häusliche Gewalt <a href="mailto:Sid-interventionsstelle@bl.ch">Sid-interventionsstelle@bl.ch</a>	Ja, Massnahmen zur Umsetzung der Istanbul-Konvention, - RRB 2020-1154 ( <b>25.08.2020</b> ) und - RRB 2023-74 ( <b>17.01.2023</b> ) Frühere Massnahmenpläne: - RRB 888, 8.4.1997 - RRB 2336, 17.11.1998 - RRB 6238, 5.12.2000	Ja, « <a href="#">Zukunftsstrategie Gleichstellung</a> » mit Zielen hinsichtlich Gleichstellung für jede Direktion der kantonalen Verwaltung	<b>ab 25.08.2020</b> : Umsetzung der Istanbul-Konvention auf kantonaler Ebene, erste Phase BL, Bericht mit Bestandsaufnahme, vier Schwerpunkte mit Massnahmenplan und Rechenschaftsbericht zum Stand der Umsetzung 31.10.2022; <b>2023</b> : Auftrag zur Weiterführung der Schwerpunkte + Bestandsaufnahme mit Fokus auf die Roadmap HG

Kanton/ Gemeinde	Antwortende Stelle	Aktionsplan oder Massnahmenpaket mit Regierungsauftrag (aktuell / geplant)	Gleichstellungsplan (aktuell / geplant)	Link zu Grundlagen / Auftrag
Canton/ Commune	Service responsable	Plan d'action / Séries de mesures sur mandat du gouvernement (actuel / prévu)	Plan pour l'égalité (actuel / prévu)	Laufzeit Allgemeine Zielsetzung / Vision Lien vers Bases / Mission Durée Objectif général / Vision
BS	Abteilung Gewaltschutz und Opferhilfe: <a href="mailto:haeusliche-gewalt@jsd.bs.ch">haeusliche-gewalt@jsd.bs.ch</a>	Ja, Regierungsratsbeschluss vom <b>14.6.2022</b>	Ja, geplant	Regierungsratsbeschluss vom <b>14.6.2022</b> : Schwerpunkte Kriminalitätsbekämpfung 2022-2024 bei Gewaltdelikten: Häusliche Gewalt, Sexualisierte Gewalt (neben Gewalt im öffentlichen Raum) <a href="#">RRB Schwerpunkte 2022-2024</a>
FR	Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille <a href="mailto:Geraldine.Morel@fr.ch">Geraldine.Morel@fr.ch</a>	Oui: Concept cantonal de lutte contre la violence au sein du couple et ses impacts sur la famille Durée <b>2018-21</b> , avec poursuite prévue des mesures	oui /Le PEAC (plan pour l'égalité femmes-hommes au sein de l'administration cantonale)	<b>2018 – 2021 / Prolongation: 2021-2024</b> Il s'agit d'un plan d'action sur le long terme dont certaines mesures devront être pérennisées. - Lutter contre la violence au sein du couple et ses impacts sur la famille - Proposer une politique globale de lutte contre la violence au sein du couple qui soit cohérente et efficace.
GE	Bureau de promotion de l'égalité et de prévention des violences (BPEV) <a href="mailto:violences-domestiques@etat.ge.ch">violences-domestiques@etat.ge.ch</a>	<b>Oui. Actuel 2018-2023:</b> Plan d'action pour la prévention des violences de genre et violences domestiques <b>Prévu 2023-2027</b> Plan d'action pour la prochaine législature en préparation	<b>Oui 2018-2023</b> Plan d'action égalité au sein de l'administration cantonale. Comprend des mesures de prévention du harcèlement sexuel au travail, comme un e-learning obligatoire pour tout le personnel, un kit de prévention et l'intégration de cette dimension dans les dispositifs de formation pour les cadres et les RH	<b>2018-2023</b> Plan d'action égalité dans l'administration cantonale. <b>2018-2023</b> Plan d'action prévention violences <a href="https://www.ge.ch/document/bilan-legislature-matiere-lutte-contre-violences-egard-femmes">https://www.ge.ch/document/bilan-legislature-matiere-lutte-contre-violences-egard-femmes</a> Ce plan d'action sera renouvelé pour la prochaine législature <b>2023-2027</b> . De nouveaux objectifs seront définis, mais il continuera d'être articulé autour des quatre axes suivants: 1. Prévention, sensibilisation et formation 2. Protection des victimes 3. Prise en charge des auteurs 4. Coordination et collecte des données Une nouvelle loi sur l'égalité et la lutte contre les discriminations liées au sexe et au genre (LED-Genre) (12843) a été votée par le Grand Conseil le <b>23.3.23</b> . <a href="https://www.ge.ch/actualite/deux-nouvelles-lois-genevoises-egalite-contre-discriminations-12-04-2023">https://www.ge.ch/actualite/deux-nouvelles-lois-genevoises-egalite-contre-discriminations-12-04-2023</a> Elle sera mise en oeuvre lors de la nouvelle législature <b>2023-2027</b> par un plan d'action spécifique, pour lutter

Kanton/ Gemeinde	Antwortende Stelle	Aktionsplan oder Massnahmenpaket mit Regierungsauftrag (aktuell / geplant)	Gleichstellungsplan (aktuell / geplant)	Link zu Grundlagen / Auftrag Laufzeit Allgemeine Zielsetzung / Vision Lien vers Bases / Mission Durée Objectif général / Vision
Canton/ Commune	Service responsable	Plan d'action / Séries de mesures sur mandat du gouvernement (actuel / prévu)	Plan pour l'égalité (actuel / prévu)	
				contre les violences et discriminations envers les femmes et les personnes LGBTIQ+. Des liens seront établis entre les deux plans d'action.
<b>GE, Ville de Genève</b>	Service Agenda 21-Ville durable <a href="mailto:heloise.roman@ville-ge.ch">heloise.roman@ville-ge.ch</a>	Oui, durée <b>2019-21</b> (harcèlement sexuel et violence sexiste dans les lieux publics)	oui, durée <b>2016-20</b> (comprend des mesures de sensibilisation de la population au sexisme et à la violence sexuelle), prolongation prévue jusqu'en <b>2025</b>	<b>2019 - 2021</b> - Reconnaître le harcèlement et le sexisme dans la sphère publique comme une des formes de violence à l'égard des femmes - inclure les articulations entre les différents types de discrimination (sexisme, racisme, homophobie, etc.) - Développer des solutions en accord avec les valeurs de la Ville - Etre complémentaire du travail mené par le Canton sur la prévention des violences, en particulier dans la sphère domestique.
<b>GL</b>	Koordinationsstelle Häusliche Gewalt und Gewaltprävention	ja	Ja	<b>2023-2026</b> Die runden Tische und die Themen der Istanbul-Konvention sind zu einem festen Bestandteil im Kanton geworden.
<b>GR</b>	Koordinationsstelle Häusliche Gewalt <a href="mailto:haeusliche.gewalt@soa.gr.ch">haeusliche.gewalt@soa.gr.ch</a> <a href="mailto:madlaina.baselgia@soa.gr.ch">madlaina.baselgia@soa.gr.ch</a>	ja, Entwicklungsschwerpunkt Regierung <b>2021-2024</b> Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt		<b>2021-2024</b> Entwicklungsschwerpunkt im Regierungsprogramm <b>2021-2024</b> : Gewalt gegen Frauen und häusliche Gewalt wird verhütet, wirkungsvoll bekämpft und nimmt ab (Umsetzung Istanbul-Konvention). - Schaffung von Grundlagen und umfassendes und koordiniertes Vorgehen sämtlicher Akteure - Massnahmen zur Prävention und Information - Genügend einfach zugängliche und bekannte Schutz-, Hilfs- und Unterstützungsangebote für Opfer und deren Familienangehörigen gewährleisten

Kanton/ Gemeinde	Antwortende Stelle	Aktionsplan oder Massnahmenpaket mit Regierungsauftrag (aktuell / geplant)	Gleichstellungsplan (aktuell / geplant)	Link zu Grundlagen / Auftrag
Canton/ Commune	Service responsable	Plan d'action / Séries de mesures sur mandat du gouvernement (actuel / prévu)	Plan pour l'égalité (actuel / prévu)	Laufzeit Allgemeine Zielsetzung / Vision Lien vers Bases / Mission Durée Objectif général / Vision
<b>JU</b>	Déléguée à l'égalité entre femmes et hommes <a href="mailto:angela.fleury@jura.ch">angela.fleury@jura.ch</a>	Oui: <b>2020-2024</b> :	non	<b>2020-2024</b> - Mise en œuvre de la Convention d'Istanbul sur le plan cantonal - Renforcement du dispositif cantonal de lutte contre les violences - Elaboration d'une loi cantonale de lutte contre la violence domestique
<b>LU</b>	Koordination Gewaltprävention und Bedrohungsmanagement <a href="mailto:melania.garcia@lu.ch">melania.garcia@lu.ch</a> Dienststelle Soziales und Gesellschaft (DISG), Abteilung Behinderung und Diversität <a href="mailto:lana.niederberger@lu.ch">lana.niederberger@lu.ch</a>	Ja	Ja, Planungsbericht zur Förderung der Gleichstellung aller Geschlechter und Lebensformen	Planungsbericht zur Förderung der Gleichstellung aller Geschlechter und Lebensformen (2022-2025) <a href="https://disg.lu.ch/themen/gleichstellung/Gleichstellungsbericht">https://disg.lu.ch/themen/gleichstellung/Gleichstellungsbericht</a> <b>2022-2025</b> : Handlungsfeld 4 Prävention und Verringerung geschlechtsspezifischer Gewalt
<b>NE</b>	Office de la politique familiale et de l'égalité <a href="mailto:OPFE@ne.ch">OPFE@ne.ch</a>	oui, Plan d'action de prévention et de lutte contre la violence domestique	Non	<a href="https://www.ne.ch/autorites/DECS/OPFE/violence-conjugale/Documents/Plan%20d%27action%20violence%20domestique_1.pdf">https://www.ne.ch/autorites/DECS/OPFE/violence-conjugale/Documents/Plan%20d%27action%20violence%20domestique_1.pdf</a>
<b>NW</b>	Kantonspolizei Nidwalden / Kriminalpolizei <a href="mailto:Kriminalpolizei@nw.ch">Kriminalpolizei@nw.ch</a>	ja	nein	
<b>OW</b>	Kantonales Sozialamt/Kantonspolizei Obwalden <a href="mailto:esther.ruefenacht@ow.ch">esther.ruefenacht@ow.ch</a> <a href="mailto:christoph.fries@ow.ch">christoph.fries@ow.ch</a>	nein	nein	Grundlage Runder Tisch Häusliche Gewalt vom <b>21. März 2017</b> . Der Runde Tisch statuiert sich selber.
<b>SG</b>	Koordinationsstelle Häusliche Gewalt und Menschenhandel <a href="mailto:haeusliche.gewalt@sg.ch">haeusliche.gewalt@sg.ch</a>	ja, RRB aus dem Jahr 2006, 2013 und 2017	ja	Regierungsauftrag <b>2006</b> : Aufgaben der Koordinationsstelle Häusliche Gewalt und Menschenhandel Regierungsauftrag <b>2013</b> : Umsetzung der vorgeschlagenen Massnahmen im Bericht «10 Jahre Massnahmen gegen häusliche Gewalt im Kanton St.Gallen» Bestandaufnahme und Weiterentwicklungsbedarf, September <b>2013</b> Regierungsauftrag <b>2017</b> : Projekt Häusliche Gewalt und die Kinder mittendrin

Kanton/ Gemeinde	Antwortende Stelle	Aktionsplan oder Massnahmenpaket mit Regierungsauftrag (aktuell / geplant)	Gleichstellungsplan (aktuell / geplant)	Link zu Grundlagen / Auftrag Laufzeit Allgemeine Zielsetzung / Vision Lien vers Bases / Mission Durée Objectif général / Vision
Canton/ Commune	Service responsable	Plan d'action / Séries de mesures sur mandat du gouvernement (actuel / prévu)	Plan pour l'égalité (actuel / prévu)	
<b>SG Stadt</b>	Gesellschaftsfragen katja.meierhans@stadt.sg.ch	nein	nein	
<b>SH</b>	<a href="#">Fachstelle</a> für Gleichstellung, Gewaltprävention und Gewaltschutz <a href="mailto:sabina.altermatt@sh.ch">sabina.altermatt@sh.ch</a>	ja, Regierungsratsbeschluss vom <b>27.09.22</b>	ja	<a href="#">Kantonaler Aktionsplan zur Umsetzung der Istanbul-Konvention 2022–2026 vom 27.09.22</a>
<b>SO</b>	Amt für Gesellschaft und Soziales, Koordinationsstelle Häusliche Gewalt <a href="mailto:Haeuslichegewalt@ddi.so.ch">Haeuslichegewalt@ddi.so.ch</a>	ja, <a href="#">Schwerpunkteplan «Prävention und Bekämpfung von häuslicher Gewalt» 2023 bis 2026</a> mit jährlichem Massnahmenplan	nein	Legislaturplan <b>2021 - 2025</b> - Politischer Schwerpunkt B.3: Individualität achten und nutzen sowie den gesellschaftlichen Zusammenhalt wahren. - Handlungsziel B.3.4.1: Gewalt reduzieren und Betreuung der Opfer von Gewalttaten optimieren
<b>SZ</b>	Fachstelle Häusliche Gewalt <a href="mailto:fachstelle.hgewalt@sz.ch">fachstelle.hgewalt@sz.ch</a>	Postulat P 16/22	nein	<b>Postulat P 16/22:</b> Häusliche Gewalt ist nicht Privatsache – öffentlicher Handlungsbedarf gegeben! (Beantwortung noch pendent)
<b>TG</b>	Kantonspolizei Thurgau Koordinationsstelle Gewaltprävention <a href="mailto:gewaltpraevention@kapo.tg.ch">gewaltpraevention@kapo.tg.ch</a>	Ja, Kantonaler Aktionsplan zur Umsetzung der Istanbul-Konvention <b>2023-2024</b> (RRB Nr. 2023/150 vom 14.03.2023). Ein Folge-Aktionsplan ist in den Legislaturjahren <b>2024-2028</b> vorgesehen.	nein	<a href="https://www.tg.ch/news.html/485/news/62872">https://www.tg.ch/news.html/485/news/62872</a>
<b>TI</b>	Divisione della giustizia <a href="mailto:violenzadomestica@ti.ch">violenzadomestica@ti.ch</a>	Sì <a href="#">Piano d'azione cantonale sulla violenza domestica (2021)</a>  <a href="#">Piano d'azione cantonale sulla violenza domestica – Misure, implementazione e attuazione di novembre 2022</a>	Sì <a href="#">Piano d'azione cantonale per le pari opportunità</a> (aprile 2022) (focus su contesto professionale, formativo, settore pubblico e parapubblico)	<b>Piano d'azione cantonale sulla violenza domestica: 2023-2024:</b> implementazione delle misure presentate nel Piano d'azione cantonale sulla violenza domestica del 2021 e successivo aggiornamento del 2022; <b>2025:</b> bilancio e elaborazione della nuova strategia di contrasto alla violenza domestica. <b>Extra:</b> <a href="#">Programma cantonale di promozione dei diritti, di prevenzione della violenza e di protezione di bambini e giovani (0-25 anni)</a> - Azioni di promozione dei diritti di bambini e giovani presso il target 0 – 25 anni e tutti gli adulti che vi ruotano attorno (professionisti e famiglie)

Kanton/ Gemeinde  Canton/ Commune	Antwortende Stelle  Service responsable	Aktionsplan oder Massnahmenpaket mit Regierungsauftrag (aktuell / geplant) Plan d'action / Séries de mesures sur mandat du gouvernement (actuel / prévu)	Gleichstellungsplan (aktuell / geplant) Plan pour l'égalité (actuel / prévu)	Link zu Grundlagen / Auftrag Laufzeit Allgemeine Zielsetzung / Vision Lien vers Bases / Mission Durée Objectif général / Vision
				<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sostegno a progetti di Protezione da maltrattamenti e violenze nei contesti di vita (famiglia, scuola, tempo libero, amministrativo giudiziario, socio sanitario)</li> <li>- Sostegno a progetti di Prevenzione di situazioni di disagio, malessere, maltrattamenti e violenze.</li> <li>- Sostegno a progetti di formazione</li> <li>- Sostegno di progetti di intervento precoce</li> </ul>
UR	Kantonspolizei; <a href="mailto:nadine.arnold@ur.ch">nadine.arnold@ur.ch</a>	nein	nein	
VD	Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes (BEFH) <a href="mailto:maribel.rodriquez@vd.ch">maribel.rodriquez@vd.ch</a> <a href="mailto:info.befh@vd.ch">info.befh@vd.ch</a>	<p><b>Oui :</b> Programme de législature <b>2022 – 2027</b> Plan d'action pour la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul approuvé par le Conseil d'Etat le <b>17 mars 2021</b></p> <p>Programme de prévention Harcèlement sexuel</p>		<p><a href="#">Canton de Vaud - Programme de législature 2022 - 2027</a></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Priorité dans le programme de législature <b>2022 – 2027</b> (point 3.12: Renforcer la prévention et la lutte contre les violences sexospécifiques et la violence domestique)</li> </ul> <p><u>Loi d'organisation de la prévention et de la lutte contre la violence domestique (LOVD):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation de la LOVD: résultats attendus fin <b>2023</b></li> </ul> <p><a href="http://www.vd.ch/stop-harcèlement-sexuel">www.vd.ch/stop-harcèlement-sexuel</a></p>
VD Ville de Lausanne	Bureau de l'égalité <a href="mailto:Joelle.Moret@lausanne.ch">Joelle.Moret@lausanne.ch</a>	«Intentions municipales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans l'administration lausannoise »		Lutte contre le harcèlement sexuel au travail et toute forme de discours ou de comportement sexiste <a href="#">Rapport-préavis 2019/28</a>
	Police municipale de Lausanne Unité spéciale pour la prise en charges des victimes <a href="mailto:Albane.bruigom@lausanne.ch">Albane.bruigom@lausanne.ch</a>	Plan de législature 2021/2026 : Stratégie globale destinée à lutter contre les différentes formes de violence		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Structure dédiée à la prise en charge des victimes de violence et suivi des victimes de violences domestiques.</li> <li>- Plateforme harcèlement de rue de la ville de Lausanne</li> </ul>
	Observatoire de la sécurité et des discriminations, Politique publique LGBTIQ+ <a href="mailto:nils.kapferer@lausanne.ch">nils.kapferer@lausanne.ch</a>	Plan stratégique LGBTIQ+		<a href="#">Rapport préavis N° 2021/57</a> Politique municipale d'inclusion des personnes LGBTIQ+

Kanton/ Gemeinde  Canton/ Commune	Antwortende Stelle  Service responsable	Aktionsplan oder Massnahmenpaket mit Regierungsauftrag (aktuell / geplant)  Plan d'action / Séries de mesures sur mandat du gouvernement (actuel / prévu)	Gleichstellungsplan (aktuell / geplant)  Plan pour l'égalité (actuel / prévu)	Link zu Grundlagen / Auftrag Laufzeit Allgemeine Zielsetzung / Vision Lien vers Bases / Mission Durée Objectif général / Vision
VD Ville de Vevey	Service de la cohésion sociale	Lutte contre le harcèlement de rue depuis <b>2021</b> : Plateforme électronique contre le harcèlement de rue «harcèl.vevey» depuis <b>2021</b> Campagne de sensibilisation et programme d'action depuis <b>2022</b> .	En réflexion	Communication de la municipalité au conseil C <b>16/2021</b>
VD Ville d'Yverdon-les-Bains	Service de la sécurité publique, Observatoire de la Sécurité & Projets et Partenariats <a href="mailto:observatoire@policenv.ch">observatoire@policenv.ch</a>	Plan de législature <b>2021-2026</b> de la Municipalité		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stratégie de durabilité à l'horizon <b>2030</b> (<a href="#">Stratégie 2030</a>)</li> <li>- Dispositif de signalement et de soutien pour les personnes victimes ou témoins de harcèlement de rue et de violence (<a href="http://www.policenv.ch">www.policenv.ch</a>).</li> <li>- Projet-pilote de mise à disposition temporaire service à la personne ADRIEN pour des personnes insécurisées par des situations de violence.</li> <li>- <a href="#">Réponse de la Municipalité au postulat « Violences faites aux femmes: ça suffit! »</a>, listant les différentes mesures prises au niveau de la Ville d'Yverdon-les-Bains dans ce domaine</li> </ul>
VS	Office cantonal de l'égalité et de la famille <a href="mailto:katy.solioz@admin.vs.ch">katy.solioz@admin.vs.ch</a>	Plan d'action adopté par le Conseil d'Etat en <b>2019</b> sur la base d'une analyse de la situation et des recommandations nationales  Campagne de prévention du harcèlement sexuel <b>2023-2026</b>	non	<p>Pas de durée; évaluation faite continuellement (à voir la suite avec la prochaine législature)</p> <p>Plan d'action contre les violences domestiques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre de la Convention d'Istanbul au niveau cantonal</li> <li>- des mesures concrètes pour prévenir la violence à l'égard des femmes</li> <li>- Mise en œuvre de la recommandation de la CSVD</li> </ul> <p>Evaluation de la loi cantonale sur la violence domestique effectuée en 2021; travail de révision en cours (<b>2023-2024</b>)</p>

Kanton/ Gemeinde  Canton/ Commune	Antwortende Stelle  Service responsable	Aktionsplan oder Massnahmenpaket mit Regierungsauftrag (aktuell / geplant) Plan d'action / Séries de mesures sur mandat du gouvernement (actuel / prévu)	Gleichstellungsplan (aktuell / geplant) Plan pour l'égalité (actuel / prévu)	Link zu Grundlagen / Auftrag Laufzeit Allgemeine Zielsetzung / Vision Lien vers Bases / Mission Durée Objectif général / Vision
<b>ZG</b>	Zuger Polizei, Kriminalpolizei, Dienst Präventive Massnahmen Fachstelle Häusliche Gewalt haeusl.gewalt@zg.ch	Legislaturziel - Schaffung eines umfassenden Bedrohungsmanagements	nein	Legislatur <b>2023-2026</b> - L133 Schaffung eines Bedrohungsmanagements
<b>ZH Kanton</b>	Interventionsstelle gegen Häusliche Gewalt (IST) ist@kapo.zh.ch	Schwerpunkt in der Strafverfolgung für Legislaturperiode 2019-2022 "Gewalt gegen Frauen" (RRB 184/2019)  Fortsetzung/Weiterentwicklung des Schwerpunktes in der Strafverfolgung für die Legislaturperiode 2023-2026 «Gewalt gegen Frauen und Häusliche Gewalt» (RRB 351/2023)  Regierungsratsbeschluss vom 31. März 2021 «Gewalt gegen Frauen», Umsetzung der Istanbul-Konvention im Kanton Zürich; Massnahmen und Stellenplan»  Kantonale Opferhilfestrategie der kantonalen Opferhilfestelle (KOH), Direktion der Justiz und des Innern		<a href="#">Regierungsratsbeschluss Nr. 184/2019   Kanton Zürich (zh.ch)</a>  <a href="#">Regierungsratsbeschluss Nr. 351/2023   Kanton Zürich (zh.ch)</a>  <a href="#">Regierungsratsbeschluss Nr. 338/2021   Kanton Zürich (zh.ch)</a>  <a href="#">Kantonale Opferhilfestelle   Kanton Zürich (zh.ch)</a>
<b>ZH Stadt</b>	Fachstelle für Gleichstellung <a href="mailto:anja.derungs@zuerich.ch">anja.derungs@zuerich.ch</a>	nein	nein	Laufzeit <b>2019-2022</b> (Gleichstellungsplan seit 2009 mit Massnahmen zu Sex. Bel. am Arbeitsplatz + Häusliche Gewalt, ab 2019 auch Sex. Belästigung im öffentlichen Raum und im Nachtleben).

## 2.2 Pläne für die Gleichstellung, die Maßnahmen zur Bekämpfung der Gewalt gegen Frauen und häusliche Gewalt / Gleichstellungspläne mit Massnahmen gegen Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt

Tableau 2: Vue d'ensemble des plans pour l'égalité et leurs objectifs dans le domaine de la violence à l'égard des femmes et la violence domestique

Tabelle 2: Übersicht über die Gleichstellungspläne und deren Ziele im Bereich Gewalt an Frauen und häusliche Gewalt

Kanton/Gemeinde Canton / Commune	Laufzeit (und geplante Verlängerung) Durée (+ prolongation prévue)	Zielsetzungen im Bereich Gewalt gegen Frauen Objectifs dans le domaine de la violence à l'égard des femmes
Basel-Stadt	2024-2027	Der Gleichstellungsplan (2024-2027) wird aktuell gemeinsam mit allen Departementen der kantonalen Verwaltung erarbeitet und voraussichtlich Ende 2023 verabschiedet (Regierungsratsbeschluss 22/24/31 vom 23.8.22). Die Schwerpunkte werden vom Regierungsrat im Sommer 2023 verabschiedet. Geschlechtsspezifische Gewalt wird voraussichtlich ein Schwerpunkt sein.
Bern Stadt	2023 - 2026	«Die Stadt Bern setzt die Istanbul-Konvention [...] in ihrem Einflussbereich konsequent um. Sie schützt Frauen und Mädchen sowie queere Menschen vor physischer, psychischer und sexueller Gewalt. Sie verhütet und bekämpft häusliche Gewalt gegen Menschen unabhängig von Alter, kultureller oder sozialer Herkunft, Geschlechtsidentität, Geschlechtsausdruck und sexueller Orientierung sowie Aufenthaltsstatus».
GE Canton	2018-2023 De nouvelles mesures seront prévues dans le cadre du plan d'action pour la mise en oeuvre de la LED-Genre	Plan d'action égalité dans l'administration cantonale genevoise. Comprend des mesures de prévention du harcèlement sexuel au travail (e-learning obligatoire pour tout le personnel de l'Etat, kit de prévention, intégration de cette dimension dans les dispositifs de formation pour les cadres et les RH) <a href="https://www.ge.ch/actualite/deux-nouvelles-lois-genevoises-egalite-contre-discriminations-12-04-2023">https://www.ge.ch/actualite/deux-nouvelles-lois-genevoises-egalite-contre-discriminations-12-04-2023</a>
GE Ville de Genève	2016-2020 (2020-2030) 2019-2021 (renouvelable)	Stratégie égalité de la Ville de Genève Sexisme et harcèlement dans l'espace public
GR	2021-2024	Aktionsplan equal 21, Fokus Kantonale Verwaltung
LU	2022-2025	Prävention und Verringerung geschlechtsspezifischer Gewalt (Handlungsfeld 4) - Mit Gewaltprävention, Opferschutz und Strafverfolgung wird koordiniert Gewalt gegen Frauen und häusliche Gewalt verhütet und bekämpft. - Von Gewalt betroffene Personen haben jederzeit Zugang zu Anlaufstellen. Niederschwellige Fachangebote fördern Gewaltprävention. - Die persönliche Sicherheit der Luzerner Bevölkerung verbessert sich.

		<a href="https://disg.lu.ch/themen/gleichstellung/Gleichstellungsbericht">https://disg.lu.ch/themen/gleichstellung/Gleichstellungsbericht</a>
<b>Kanton/Ge- meinde Canton / Commune</b>	<b>Laufzeit (und geplante Verlängerung) Durée (+ prolongation prévue)</b>	<b>Zielsetzungen im Bereich Gewalt gegen Frauen Objectifs dans le domaine de la violence à l'égard des femmes</b>
<b>NE Kanton</b>	<b>Dès 2023</b>	Les 10 champs d'action du plan cantonal de prévention et de lutte contre la violence domestique sont basés sur les champs proposés dans la feuille de route nationale
<b>St. Gallen Stadt</b>	<b>2013-Verlängerung jeweils bei Legislaturende</b>	Abbau von Ungleichheiten zwischen den Geschlechtern Verbesserung der Rahmenbedingungen für die Vereinbarkeit von Beruf und Familie Unterstützung und Stärkung der Familien Verbesserung der Situation der Sexarbeiterinnen Bekämpfung von Zwangsheirat
<b>Ticino</b>	<b>2021</b> inizio del progetto PMIAzione+; <b>2022-2023</b> rafforzamento delle attività formative e di prevenzione per il personale insegnante	Il <a href="#">Piano di azione cantonale per le pari opportunità</a> prevede delle misure specifiche per contrastare le violazioni dell'integrità personale sul posto di lavoro, in particolare per quanto concerne le molestie sessuali e sessiste e le molestie psicologiche attraverso il progetto PMIAzione+, nonché rafforzare la prevenzione delle molestie sessuali e sessiste sul posto di lavoro all'interno dell'Amministrazione cantonale. Infine, esso prevede delle misure di prevenzione e formazione del personale insegnante sul tema delle discriminazioni di genere, dell'identità di genere e dell'orientamento sessuale, nonché la partecipazione alla rassegna di eventi " <a href="#">Generando – Visioni di genere</a> ", promossa dal Percorso culturale Migros, con l'obiettivo di creare maggiore dialogo attorno al tema "Gender" (stereotipi, violenza, discriminazioni, affettività e sessualità).

## 2.3 Mesures cantonales / communales concernant les champs d'action de la feuille de route sur la violence domestique du 30. avril 2020 / Kantonale / kommunale Massnahmen in den Handlungsfeldern der Roadmap Häusliche Gewalt vom 30. April 2020

Tableaux 3.1-3.12: Mesures cantonales / communales concernant les champs d'action de la feuille de route sur la violence domestique

Tabellen 3.1-3.12: Kantonale / kommunale Massnahmen zu den Handlungsfeldern der Roadmap Häusliche Gewalt

### 2.3.1 Champs d'action 1: Action commune coordonnée et champs d'action 2: Prévention, information, sensibilisation

Canton	Champs d'action 1	Champs d'action 2
	<p><b>Action commune coordonnée:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organismes de coopération existants (p. ex. tables rondes sur la HG ou d'autres thèmes de la violence / prévention de la violence)</li> <li>- Autres mesures?</li> </ul>	<p><b>Travail de prévention dans le domaine de l'information, de la sensibilisation et de l'éducation:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projets / matériel pour l'enseignement scolaire</li> <li>- Campagnes</li> <li>- travail de relations publiques</li> </ul>
FR	<p><b>Organismes de coopération:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La Commission de lutte contre la violence au sein du couple CVC</li> <li>- Le groupe de travail Mariages forcés</li> <li>- Mécanisme de coopération contre la traite des êtres humains, institué par le Conseil d'Etat (mandat gouvernemental)</li> </ul>	<p><b>Prévention:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'exposition Plus fort que la violence/Stärker als Gewalt a pour public-cible les 15-25 ans</li> <li>- Le BEF participe chaque année au symposium de formation du milieu médical sur la violence domestique à l'HFR</li> </ul> <p><b>Domaines prioritaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévention auprès des jeunes</li> <li>- Sensibilisation et information</li> </ul>
GE	<p><b>Existant</b></p> <p>3 commissions consultatives nommées par le Conseil d'Etat, présidées par le BPEV</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Commission consultative sur les violences domestiques (CCVD) <a href="https://www.ge.ch/actualite/publication-du-rapport-hebergement-urgence-suite-destination-personnes-majeures-victimes-auteurs-violences-domestiques-geneve-17-07-2019">https://www.ge.ch/actualite/publication-du-rapport-hebergement-urgence-suite-destination-personnes-majeures-victimes-auteurs-violences-domestiques-geneve-17-07-2019</a></li> <li>- Commission consultative de l'égalité entre femmes et hommes (CCE), sous-commission violences sexistes et sous-commission égalité professionnelle</li> <li>- Commission consultative sur les thématiques liées à l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles (CCLGBTIQ+): sous-commission santé, cohésion sociale, précarité, asile et migration et sous-commission violences</li> </ul>	<p><b>Existant</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diffusion du matériel pédagogique l'Ecole de l'égalité</li> <li>- Diffusion de l'exposition sur les conventions internationales pour l'égalité (CEDEF et Convention d'Istanbul), dans les différents établissements scolaires;</li> <li>- Diffusion de la brochure "Du sexisme ordinaire aux violences sexuelles: repérer pour agir", publication à l'attention des professionnel-le-s intervenant auprès des jeunes + formation des professionnel-le-s</li> <li>- Lutte contre les stéréotypes de genre et prévention du sexisme auprès des enfants et adolescent-e-s</li> <li>- Prévention des violences dans les relations amoureuses chez les jeunes</li> <li>- Prévention des agressions sexuelles</li> </ul>

Canton	Champs d'action 1	Champs d'action 2
	<p><b>Action commune coordonnée:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organismes de coopération existants (p. ex. tables rondes sur la HG ou d'autres thèmes de la violence / prévention de la violence)</li> <li>- Autres mesures?</li> </ul>	<p><b>Travail de prévention dans le domaine de l'information, de la sensibilisation et de l'éducation:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projets / matériel pour l'enseignement scolaire</li> <li>- Campagnes</li> <li>- travail de relations publiques</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- GT interdépartemental pour la mise en oeuvre du rapport hébergement; (2019-2022, rapport rendu au Conseil d'Etat en 2022) <a href="https://www.ge.ch/document/mise-oeuvre-du-rapport-hebergement-urgence-suite-destination-personnes-majeures-victimes-auteurs-violences-domestiques-du-29-avril-2019">https://www.ge.ch/document/mise-oeuvre-du-rapport-hebergement-urgence-suite-destination-personnes-majeures-victimes-auteurs-violences-domestiques-du-29-avril-2019</a></li> <li>- Groupe de travail dédié à la mise en œuvre d'une des mesures du rapport sur l'hébergement</li> <li>- Le canton de Genève dispose d'une loi et d'un mécanisme de coopération contre la traite des êtres humains, institué par le Conseil d'Etat (mandat gouvernemental)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévention du harcèlement sexuel dans l'espace public par la formation du personnel des transports publics, des lieux de fête (labellisation), des maisons de quartier</li> <li>- Travail avec les auteur-e-s de violences par le subventionnement de l'association Vires</li> </ul> <p><b><u>En planification:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation des conducteurs et conductrices de taxi, dans le cadre des mesures de prévention du harcèlement dans l'espace public</li> </ul> <p><b><u>Campagnes existant:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Campagne cantonale Violences domestiques STOP VIOLENCES A LA MAISON, (diapositives projetées dans les transports publics, chaque année production d'une ou deux nouvelles diapositives présentant de nouvelles formes de violences).</li> <li>- Journée internationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines (6 février), diffusion tout au long de l'année de matériel et vidéos de sensibilisation (projet soutenu par subvention ponctuelle). <a href="https://www.unige.ch/ssi/ressources/ressources-pedagogiques-ssi/sitevidéos/genitalia-capsules-vidéos/">https://www.unige.ch/ssi/ressources/ressources-pedagogiques-ssi/sitevidéos/genitalia-capsules-vidéos/</a></li> <li>- Participation aux campagnes de la Ville de Genève: Zéro sexisme dans ma ville</li> </ul> <p><b><u>Travail de relations publiques existant</u></b></p> <p>Participation aux journées internationales en organisant des manifestations spécifiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Journée internationale pour l'élimination de la violence</li> <li>- à l'égard des femmes (25 novembre), <a href="https://www.ge.ch/teaser/stop-violences-sexistes/campagne-stop-violences-sexistes">https://www.ge.ch/teaser/stop-violences-sexistes/campagne-stop-violences-sexistes</a></li> <li>- Journée internationale pour les droits des femmes (8 mars),</li> <li>- Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie (17 mai),</li> </ul> <p><b><u>Projets à planifier:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Différentes mesures de prévention dans le cadre de l'élaboration du plan d'action 2023-2027 de mise en oeuvre de la LED <a href="https://www.ge.ch/actualite/deux-nouvelles-lois-genevoises-egalite-contre-discriminations-12-04-2023">https://www.ge.ch/actualite/deux-nouvelles-lois-genevoises-egalite-contre-discriminations-12-04-2023</a></li> </ul>

Canton	Champs d'action 1	Champs d'action 2
	<b>Action commune coordonnée:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organismes de coopération existants (p. ex. tables rondes sur la HG ou d'autres thèmes de la violence / prévention de la violence)</li> <li>- Autres mesures?</li> </ul>	<b>Travail de prévention dans le domaine de l'information, de la sensibilisation et de l'éducation:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projets / matériel pour l'enseignement scolaire</li> <li>- Campagnes</li> <li>- travail de relations publiques</li> </ul>
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un futur forum de formation sur les violences domestiques autour de la prise en compte des besoins des enfants exposés aux violences dans le couple parental.</li> </ul>
GE ville	<b>Plan d'action "Objectif zéro sexisme dans ma ville"</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Thématique du sexisme et du harcèlement dans l'espace public.</li> <li>- Coordination et mise en réseau</li> </ul> <b>Organismes de coopération:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupe de travail "Violences de genre" réunissant la Ville, le BPEV du Canton, l'Université de Genève et des associations actives dans la promotion de l'égalité et la prévention des violences de genre.</li> <li>- Il s'agit aussi du groupe de partenaires qui accompagne les travaux du PA "Objectif zéro sexisme dans ma ville".</li> </ul>	<b>Plan d'action "Objectif zéro sexisme dans ma ville"</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- thématique du sexisme et du harcèlement dans l'espace public</li> <li>- Sensibilisation et prévention</li> <li>- Conception et usages de l'espace public</li> <li>- Présentation des différents projets menés dans le cadre du plan d'action: <a href="http://www.geneve.ch/zero-sexisme">www.geneve.ch/zero-sexisme</a></li> </ul>
JU	<b>Domaines prioritaires</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la coordination et renforcement du réseau de lutte contre la violence domestique</li> </ul> <b>Organismes de coopération:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupe coordination violence, qui est la commission cantonale de lutte contre la violence.</li> <li>- Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de loi visant à lutter contre les violences.</li> <li>- Réseau jurassien de lutte contre les violences: <a href="https://www.jura.ch/Htdocs/Files/v/40105.pdf/Departements/DFCS/EGA/Violence/Arborescence-reseau-JU-de-lutte-contre-les-violences.pdf?download=1">https://www.jura.ch/Htdocs/Files/v/40105.pdf/Departements/DFCS/EGA/Violence/Arborescence-reseau-JU-de-lutte-contre-les-violences.pdf?download=1</a></li> </ul>	<b>Domaines prioritaires</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation et information</li> <li>- Prévention chez les jeunes</li> </ul> <b>Prévention / campagnes:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme "Sortir Ensemble et Se Respecter" (obligatoire pour les élèves de 11e HarmoS)</li> <li>- Action de sensibilisation se déroulant chaque 25 novembre</li> <li>- Programme de suivi pour les auteur-e-s de violences</li> <li>- Exposition "Plus fort que la violence" du 11 septembre au 5 octobre 2023</li> </ul> Ponctuellement colloques et rencontres de l'ensemble du réseau jurassien luttant contre les violences. Informations sur <a href="https://www.jura.ch/CHA/EGA/Violence-domestique/Deleguee-a-l-egalite-Violence-domestique.html">https://www.jura.ch/CHA/EGA/Violence-domestique/Deleguee-a-l-egalite-Violence-domestique.html</a>
NE	<b>Existant</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Commission technique de lutte contre la violence domestique (NE)</li> <li>- Mise en place d'un monitoring cantonal de la violence domestique</li> <li>- Participation à la coordination régionale et nationale via CLVD et CSVD</li> </ul>	<b>Sensibilisation, formation et prévention:</b> <b>Existant</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Journée annuelle du réseau de lutte contre la violence domestique (25.11)</li> <li>- Implémentation programme «Sortir ensemble et se respecter»</li> <li>- Accueil de l'exposition «Plus fort que la violence»</li> <li>- Création et diffusion de matériel de prévention (brochures traduites en 10 langues, flyers, cartes de contact, etc)</li> </ul>

Canton	Champs d'action 1	Champs d'action 2
	<b>Action commune coordonnée:</b> - Organismes de coopération existants (p. ex. tables rondes sur la HG ou d'autres thèmes de la violence / prévention de la violence) - Autres mesures?	<b>Travail de prévention dans le domaine de l'information, de la sensibilisation et de l'éducation:</b> - Projets / matériel pour l'enseignement scolaire - Campagnes - travail de relations publiques
VD	<b><u>Existant</u></b> - Commission cantonale de lutte contre la violence domestique ; - Direction Interservices ; - Table ronde traite des êtres humains ; - Plateforme de prise en charge coordonnée des situations à haut risque. -	<b>Sensibilisation, formation et prévention:</b> <b><u>Existant</u></b> - Monitoring annuel des chiffres de la violence domestique - Journée annuelle du réseau de lutte contre la violence domestique ; - Prévention primaire auprès des jeunes - Programme «Sortir ensemble et se respecter» - Exposition «Plus fort que la violence» - Evènement tous les 25 novembre consacré à la violence à l'encontre des femmes - Formation des professionnel·le·s (Ministère public, pharmacies...); <b><u>En planification</u></b> - Développement d'une exposition numérique sur la violence domestique destinée aux jeunes - Campagne de prévention auprès des jeunes
VS	<b>Domaines prioritaires</b> - Une approche intégrée des situations de violence domestique <b>Organismes de coopération:</b> <b><u>Existant</u></b> - Commission cantonale + groupes régionaux - Table ronde permanente contre la traite des êtres humains (Décision du Conseil d'Etat 2015)	<b>Domaines prioritaires</b> - Prévention et information <b>Prévention:</b> <b><u>Existant</u></b> - Programme Sortir ensemble et se respecter, - Programmes de suivi des auteur-e-s, ponctuellement conférences ou colloques, évènements pour le 25.11 <b>Campagnes:</b> <b><u>Existant</u></b> - campagnes de communication chaque 2-3 ans

## 2.3.2 Handlungsfeld 1: Gemeinsames koordiniertes Vorgehen und Handlungsfeld 2: Prävention, Information, Sensibilisierung

Kanton	Handlungsfeld 1	Handlungsfeld 2
	<b>Gemeinsames koordiniertes Vorgehen:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kooperationsgremien (z.B. Runde Tische zu HG oder weiteren Themen der Gewalt / Gewaltprävention)</li> <li>- Weitere Massnahmen?</li> </ul>	<b>Präventionsarbeit im Bereich Information, Sensibilisierung und Erziehung:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projekte / Materialien für den Schulunterricht</li> <li>- Kampagnen</li> <li>- Öffentlichkeitsarbeit. etc.</li> </ul>
AG	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Regierungsrätliche Kommission Häusliche Gewalt</li> <li>- Netzwerk Zwangsheirat</li> <li>- Kooperationsgremium zur Bekämpfung des Menschenhandels</li> </ul> <b><u>In Planung</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aufbau interdisziplinäre Weiterbildung für Berufsgruppen und Fachpersonen</li> </ul>	<b><u>Bestehend</u></b> <p>Präventionsprogramme Kinder mittendrin und verKnallt zur Sensibilisierung von Fachpersonen gegenüber der Betroffenheit von Kindern und Gewalt in jugendlichen Paarbeziehungen</p> <b><u>In Planung</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Jährliche Durchführung einer Kampagne</li> <li>- Schaffung einer digitalen Informationsplattform für Betroffene und Fachpersonen</li> <li>- Verankerung der Themenbereiche Häusliche Gewalt und Gewalt an Frauen im kantonalen Rahmenlehrplan und in den schulischen Fachlehrplänen auf Sekundarstufe II</li> <li>- Ergänzung Schulportal mit den Themen Häusliche Gewalt und Gewalt an Frauen</li> <li>- Prävention von sexueller Belästigung in den Bereichen Öffentlichkeit, Internet und Arbeitsplatz</li> </ul>
AI	Standeskommissionsbeschluss über die Zusammenarbeit <b><u>In Planung</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kooperationsgremien</li> </ul>	
AR	<b>Netzwerk Gewaltschutz</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Interdisziplinär zusammengesetztes Gremium</li> <li>- Informationstransfer und Wissensvermittlung inner- und ausserhalb des Netzwerkes (Kampagne gegen Zwangsheiraten, Ausstellungen z. B. Mein Körper gehört mir, I säg was läuft und Willkommen zu Hause)</li> <li>- jährliches Schwerpunktthema; <b>2023/2024</b> Diskriminierung und Rassismus</li> </ul>	<b>Schwerpunkte Amt für Soziales, Abteilung Chancengleichheit</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kampagne "Kein Platz für Sexismus"; Verstärkung des Engagements gegen sexistische und sexuelle Belästigungen im öffentlichen Raum (diverse <a href="#">Aktio- nen</a>)</li> <li>- "Kein Platz für Sexismus": Herausgabe des Leitfadens "Mein Körper. Mein Raum. Mein Recht" für Schüler*innen und junge Erwachsene</li> <li>- Projekt zur Prävention sexueller und sexistischer Belästigung am Arbeitsplatz; Weiterbildung <a href="#">KMU konkret+</a> (Kooperationsprojekt mit Stadt Zürich)</li> <li>- Geplant Kampagne gegen 2024 Diskriminierung und Rassismus "Kein Platz für Rassismus"</li> </ul>

Kanton	Handlungsfeld 1	Handlungsfeld 2
	<b>Gemeinsames koordiniertes Vorgehen:</b> - Kooperationsgremien (z.B. Runde Tische zu HG oder weiteren Themen der Gewalt / Gewaltprävention) - Weitere Massnahmen?	<b>Präventionsarbeit im Bereich Information, Sensibilisierung und Erziehung:</b> - Projekte / Materialien für den Schulunterricht - Kampagnen - Öffentlichkeitsarbeit. etc.
BE	<b>Bestehend</b> <b>Schwerpunkte</b> - Vernetzungs- und Koordinationsarbeit, politische Geschäfte zu Häuslicher Gewalt und Gewalt an Frauen gemäss Istanbul-Konvention <b>Kooperationsgremien</b> - Regionale Runde Tische Häusliche Gewalt - Austauschgremium Zwangsehe/Zwangsheirat - Kooperationsgremium Menschenhandel - Konsultativgruppe Häusliche Gewalt: Umsetzung Istanbul-Konvention im Kanton Bern - Vernetzungsgremium «Halt Gewalt» - Austauschgremium Kapo-Opferhilfe-BIG <b>Überkantonale Gremien</b> - Mitglied SKHG, Mitarbeit im Vorstand SKHG und in der AG Arbeit mit Tatpersonen - Mitglied im Fachverband Gewaltberatung Schweiz	<b>Bestehend</b> <b>Schwerpunkte</b> - <b>Informations- und Sensibilisierungsarbeit:</b> Erstellen div. Broschüren zu Häuslicher Gewalt; Neuauflage Notfallkarten; Unterhalt Website BIG; Neuauftritt Website Hallo-Bern.ch/HG, Bericht mit relevanten Informationen und statistischen Daten zu häuslicher Gewalt im Kanton Bern; Verbreiten der Informationsmaterialien - <b>Präventionsarbeit:</b> Zweisprachige Ausstellung Stärker als Gewalt / Plus fort que la violence, Zugang zu Präventionsangeboten der Kapo, des Kinderschutzes, der Berner Gesundheit; Unterstützung durch die Schulsozialarbeit und Jugendarbeit; Koordination von Herzsprung (Bis Mitte 2023) - <b>Unterstützung der Schulischen Präventionsarbeit</b> - Erstellen einer Angebotsübersicht z.H. Lehrpersonen und Schulleitungen für schulische Angebote zur Gewaltprävention - Unterstützung des schulischen Reporting zur Thematik der Gewaltprävention (Controllingzyklus Volksschulen 2022-2025) <b>Wird geprüft:</b> - Erarbeitung eines Rahmenkonzepts zur sexuellen Bildung an Volksschulen
BE Stadt	<b>In Planung (AP 23-26)</b> - Die Stadt Bern leistet durch Vernetzungsanlässe, Information und Wissenstransfer einen aktiven Beitrag zur Umsetzung der Istanbul-Konvention in der Stadt Bern.	<b>Bestehend (AP 19-22 und 23-26)</b> - Pilotprojekt « <b>Tür an Tür – wir schauen hin! En Projekt gegen häusliche Gewalt in der Nachbarschaft</b> ». Ziel des Projekts ist es, das Thema häusliche Gewalt im Quartier zu verankern und nachhaltige sozialräumliche Unterstützungsstrukturen für Betroffene zu schaffen. Gleichzeitig sollen dadurch die Niederschwelligkeit des Beratungsangebots der Stadt Bern zu häuslicher Gewalt verbessert und somit Betroffene besser erreicht werden. <a href="https://www.bern.ch/themen/sicherheit/schutz-vor-gewalt/hausliche-gewalt/tuer-an-tuer">https://www.bern.ch/themen/sicherheit/schutz-vor-gewalt/hausliche-gewalt/tuer-an-tuer</a>
BL	<b>Bestehend:</b> Kooperationsgremien (kantonale Runde Tische) - Häusliche Gewalt: Regierungsrätliche Kommission «Arbeitsgruppe Häusliche Gewalt BL» - Gewalt gegen Kinder und Jugendliche: Regierungsrätliche «Kommission für Kindes- und Jugendschutz BL» - Regierungsrätliche Kommission «AG Menschenhandel BL»	<b>Bestehend</b> <b>Schwerpunkt im Massnahmenplan Umsetzung IK:</b> - Angebote/Programme für schulische Prävention zu Gleichstellung, Aufhebung von Rollenzuweisungen, gewaltfreie Konfliktlösung und geschlechtsspezifische Gewalt fördern/ausbauen <b>Kampagnen:</b> - Mitwirkung Kampagne 16 Tage gegen Gewalt an Frauen*, Kooperation BL/BS und NGOs des regionalen Netzwerks

Kanton	Handlungsfeld 1	Handlungsfeld 2
	<b>Gemeinsames koordiniertes Vorgehen:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kooperationsgremien (z.B. Runde Tische zu HG oder weiteren Themen der Gewalt / Gewaltprävention)</li> <li>- Weitere Massnahmen?</li> </ul>	<b>Präventionsarbeit im Bereich Information, Sensibilisierung und Erziehung:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projekte / Materialien für den Schulunterricht</li> <li>- Kampagnen</li> <li>- Öffentlichkeitsarbeit. etc.</li> </ul>
BS	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Regierungsrätliche Kommission Gewaltschutz</li> <li>- Runder Tisch Häusliche Gewalt</li> <li>- Runder Tisch Sexualisierte Gewalt</li> <li>- Runder Tisch Menschenhandel</li> <li>- Kooperationsvereinbarung Menschenhandel</li> <li>- Runder Tisch Prostitution</li> <li>- div. themenspezifische Arbeitsgruppen</li> <li>- Departementsübergreifendes Projekt Aufbau Gewaltmonitoring (Fokus Häusliche Gewalt)</li> </ul> <b><u>Wird geprüft</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kooperationsvereinbarung mit allen Akteuren im Bereich Sexualisierte Gewalt (analog Kooperationsvereinbarung Menschenhandel)</li> <li>- Nationale Vernetzung Prostitution (via KKJPD)</li> </ul>	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projekt «Halt Gewalt» (<a href="http://www.halt-gewalt.bs.ch">www.halt-gewalt.bs.ch</a>), inkl. Workshops für Zivilgesellschaft und Quartiervereine</li> <li>- Diverse Informationsmaterialien, u.a. Broschüre «Häusliche Gewalt und Stalking», Flyer Lernprogramm, Notfallkarten Häusliche Gewalt</li> <li>- Diverse Angebote für schulische Prävention zu Gleichstellung, Aufhebung von Rollenzuweisungen, gewaltfreie Konfliktlösung und geschlechtsspezifische Gewalt Programm (z.B. «Mein Körper gehört mir» (obligatorisch für 3. Primarstufe), «Herzsprung – Freundschaft, Liebe, Sexualität ohne Gewalt», «Willsch mit mir goh»)</li> <li>- Mitwirkung Kampagne 16 Tage gegen Gewalt an Frauen</li> <li>- Schulungen und Referate zu Häusliche Gewalt bei div. Institutionen (z.B. Informationsmodule via «GGG Migration» für Migrationsvereine)</li> <li>- Webseite Kantonales Bedrohungsmanagement (KBM) <a href="http://www.kbm.bs.ch">www.kbm.bs.ch</a></li> <li>- Schulung der KBM-Ansprechpersonen aus allen Departementen zum Vorgehen bei Hinweis auf zielgerichtete Gewalt</li> </ul> <b><u>In Planung</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ausstellung «Stärker als Gewalt»</li> </ul>
GL	<b>Kooperationsgremien</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Runder Tisch Häusliche Gewalt und Arbeitsgruppen thematisch gegliedert. (Teil des Massnahmenplans)</li> <li>- Runder Tisch / Koordination Menschenhandel</li> </ul>	<b>Prävention:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Primärprävention im Bereich Gewalt durch die Schulsozialarbeit, welche im Kanton Glarus flächendeckend eingesetzt ist.</li> <li>- Mitwirkung Kampagne 16 Tage gegen Gewalt an Frauen</li> <li>- Sensibilisierungskampagne zu subtiler psych. Gewalt in Kooperation mit anderen Kantonen 2023</li> </ul>
GR	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kantonale Strategie zur Verhütung und Bekämpfung von häuslicher Gewalt in Graubünden</li> <li>- Runder Tisch Häusliche Gewalt (Fach- und Steuergruppe)</li> </ul> <b><u>In Ausarbeitung</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kooperation Aufbau Bedrohungsmanagement</li> <li>- Normkonzept für ein Gewaltschutzgesetz im Bereich Häusliche Gewalt (in Ausarbeitung)</li> </ul>	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Prävention: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Leistungsvereinbarung mit Fachstelle Adebar: Prävention sexuelle Gewalt (und häusliche Gewalt) in Kindergarten und Schule</li> </ul> </li> <li>Kampagnen: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Jährliche Aktionstage gegen häusliche Gewalt</li> </ul> </li> </ul> <b><u>In Ausarbeitung</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Social-Media-Kampagne Häusliche Gewalt 2023, subtile psychische Gewalt ("toxic love") in Zusammenarbeit mit BS, GL LU, OW, SG, SH, SO</li> <li>- Kommunikationskonzept im Bereich Häusliche Gewalt</li> </ul>

Kanton	Handlungsfeld 1	Handlungsfeld 2
	<b>Gemeinsames koordiniertes Vorgehen:</b> - Kooperationsgremien (z.B. Runde Tische zu HG oder weiteren Themen der Gewalt / Gewaltprävention) - Weitere Massnahmen?	<b>Präventionsarbeit im Bereich Information, Sensibilisierung und Erziehung:</b> - Projekte / Materialien für den Schulunterricht - Kampagnen - Öffentlichkeitsarbeit. etc.
LU	<b>Kooperationsgremien</b> <b><u>Bestehend</u></b> - Arbeitsgruppe Gewaltprävention und Bedrohungsmanagement (Thema: Häusliche Gewalt); - Runder Tisch Menschenhandel; - Zentralschweizer Fachgruppe Häusliche Gewalt. <b><u>Wird geprüft</u></b> - Reaktivierung und Weiterentwicklung Runder Tisch häusliche Gewalt Luzern	<b>Prävention</b> <b><u>Bestehend</u></b> - Jährlicher Versand des Flyers Zwangsheirat an Schulen, Beratungsstellen, Polizei - Aktualisierung von Broschüren und Homepage - Niederschwellige Information in Kooperation mit dem Brückenbauer/Prävention der Luzerner Polizei über die Thematik häusliche Gewalt in Migrantinnen- und Migrantentreffs/-organisationen der Gemeinden <b><u>In Planung</u></b> - Social-Media-Kampagne Häusliche Gewalt mit dem Kt. GR
NW	<b>Kooperationsgremien</b> - Runder Tisch der AG Krisenintervention - Umsetzung des Konzeptes Runder Tisch Krisenintervention mit relevanten Akteuren im Bereich Sicherheit (Justiz, Polizei, Sozialamt, KESB, Staatsanwaltschaft, Schule, Psychiatrie)	<b>Prävention:</b> - Allgemeine Gewaltprävention durch die Kriminalpolizei an Schulen.
OW	<b><u>Bestehend</u></b> - Grundlage Runder Tisch Häusliche Gewalt vom 21. März 2017. Der Runde Tisch statuiert sich selber. <b>Kooperationsgremien</b> - Kant Beraterkonferenz - Zentralschweizer Fachgruppe HG	<b>Prävention:</b> <b><u>Bestehend</u></b> - "Mein Körper gehört mir" <b><u>In Planung</u></b> - Projekt "toxic love" - Gewalt im Alter der SKP
SG	<b><u>Bestehend</u></b> <b>Kooperationsgremien</b> - Kantonaler Runder Tisch Häusliche Gewalt - Koordinationsgruppe Häusliche Gewalt und Gewaltprävention (PoIG) - Drei regionale Runde Tische Häusliche Gewalt - Kantonaler Runder Tisch zur Bekämpfung von Menschenhandel - Kinderschutzkonferenz	<b>Prävention:</b> - Ausstellung «Willkommen zu Hause» 2022 - Handbuch «Kinder inmitten von Partnerschaftsgewalt» - Regionale Veranstaltungen 2023 Kinder inmitten Partnerschaftsgewalt <b><u>In Planung</u></b> - Weitere Projekte zum Thema Kinder inmitten Partnerschaftsgewalt <b>Kampagnen:</b> <b><u>Bestehend</u></b> - Jährliche Mitwirkung bei der Kampagne «16 Tage gegen Gewalt an Frauen» <b><u>In Planung</u></b> - Sensibilisierungskampagne in Kooperation mit 8 Kantonen zu subtiler psychischer Gewalt

Kanton	Handlungsfeld 1	Handlungsfeld 2
	<p><b>Gemeinsames koordiniertes Vorgehen:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kooperationsgremien (z.B. Runde Tische zu HG oder weiteren Themen der Gewalt / Gewaltprävention)</li> <li>- Weitere Massnahmen?</li> </ul>	<p><b>Präventionsarbeit im Bereich Information, Sensibilisierung und Erziehung:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projekte / Materialien für den Schulunterricht</li> <li>- Kampagnen</li> <li>- Öffentlichkeitsarbeit. etc.</li> </ul>
SH	<p><b><u>Bestehend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Steuergremium Istanbul-Konvention</b> (Vernetzung Behörden und Beratungsstellen, Optimierung der institutionellen Zusammenarbeit, Unterstützung der Fachstelle für Gleichstellung, Gewaltprävention und Gewaltschutz, Gewährleistung gemeinsame Ausrichtung bei Prävention und Intervention, Sicherstellung Transfer wissenschaftl. Erkenntnisse in die Praxis)</li> <li>- <b>Vernetzungsgruppe Konflikte in Familie und Partnerschaft</b> (Vernetzung der operativen kantonalen und zivilgesellschaftlichen Akteur:innen im Bereich Gewaltprävention und Gewaltschutz, Fachaustausch)</li> <li>- <b>Arbeitsgruppe Kinder im Fokus</b> (Vernetzung der kantonalen und zivilgesellschaftlichen Akteur:innen im Bereich Kinder, die von häuslicher Gewalt betroffen sind.)</li> <li>- <b>Arbeitsgruppe Gewaltschutzkonzept Asyl- und Fluchtbereich</b> (Entwicklung und Implementierung eines Gewaltschutz- und Präventionskonzeptes im Asyl- und Fluchtbereich)</li> <li>- <b>Runder Tisch Menschenhandel</b> (Vernetzung, Austausch, Erarbeitung Strategie)</li> </ul>	<p><b><u>In Planung</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Koordination und Mitwirkung 16 Tage gegen Gewalt an Frauen*</li> <li>- Social-Media-Kampagne "ToxicLove" (psychische Gewalt)</li> <li>- Sensibilisierungsworkshop: Präventionsmassnahme gegen gewaltbegünstigende Männlichkeitsvorstellungen</li> </ul>
SO	<p><b>Schwerpunkte:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Verbesserung der Zusammenarbeit aller involvierter Akteure</li> <li>- Optimierung der Strukturen</li> <li>- Verhindern von Doppelspurigkeiten und</li> </ul> <p><b><u>Bestehend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Koordinationsstelle Häusliche Gewalt im Departement des Innern mit allgemeinem Koordinationsauftrag.</li> <li>- Fachzirkel Häusliche Gewalt</li> <li>- Kooperationsgremium gegen Menschenhandel: Runder Tisch Menschenhandel</li> </ul> <p><b><u>In Prüfung</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Arbeitsgruppe zum Thema «Kinder als Mitbetroffene von Häuslicher Gewalt»</li> <li>- Kantonsinternes Monitoring von Kennzahlen im Bereich Häusliche Gewalt</li> </ul>	<p><b>Schwerpunkte:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisierung von Fachpersonen und freiwillig Tätigen</li> <li>- Schulische und ausserschulische Gewaltprävention</li> <li>- Sensibilisierung der Bevölkerung, Thematisierung von HG in der Gesellschaft</li> </ul> <p><b><u>Bestehende Projekte und Massnahmen</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Laufende Massnahmen zur Bekanntmachung der kantonalen Unterstützungsangebote (Frauenhaus AG/SO, Beratungsstelle Opferhilfe, Beratungsstelle Gewalt), auch in Bildungsinstitutionen</li> <li>- Gewaltpräventionsangebote an Schulen</li> <li>- Sensibilisierungsmassnahmen für medizinisches Fachpersonal</li> </ul> <p><b><u>Bestehende Kampagnen und Öffentlichkeitsarbeit</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Verbreitung SKP-Kampagne «Alter ohne Gewalt» im Kanton</li> </ul> <p><b><u>Geplante Kampagnen und Öffentlichkeitsarbeit:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 16 Tage gegen Gewalt an Frauen</li> <li>- Kampagne «Toxic Love» zur Sensibilisierung auf psychische Gewalt</li> </ul> <p><b><u>In Prüfung:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Informations- und Sensibilisierungsw Webseite mit Inhalten für div. Zielgruppen</li> <li>- Sensibilisierungsoffensive für juristische Fachpersonen</li> </ul>

Kanton	Handlungsfeld 1	Handlungsfeld 2
	<b>Gemeinsames koordiniertes Vorgehen:</b> - Kooperationsgremien (z.B. Runde Tische zu HG oder weiteren Themen der Gewalt / Gewaltprävention) - Weitere Massnahmen?	<b>Präventionsarbeit im Bereich Information, Sensibilisierung und Erziehung:</b> - Projekte / Materialien für den Schulunterricht - Kampagnen - Öffentlichkeitsarbeit. etc.
SZ	<b>Kooperationsgremien</b> <b>Bestehend</b> - Runder Tisch Menschenhandel () - Runder Tisch Häusliche Gewalt / Fachstelle Häusliche Gewalt <b>In Prüfung</b> Reorganisation; allenfalls Aufbau Fachstelle «Gewaltschutz», FS HG würde damit entfallen)	<b>Schwerpunktbereiche</b> <b>In Planung:</b> Arbeitsgruppe «Schutz von Kindern, die HG ausgesetzt sind» - Öffentlichkeitsarbeit, Koordination und Vernetzung Postulat P3/22 «Prävention von sexueller Gewalt an Kindern im Kanton Schwyz» (RRB 714/2022; Postulat wurde erheblich erklärt, RR hat Verankerung von ganzheitlichen Schutzkonzepten zu prüfen)
TI	<b>Attivati</b> A livello nazionale: - Adesione alla Conferenza svizzera sulla violenza domestica - Adesione alla Conferenza svizzera dell'aiuto alle vittime - Adesione all'organizzazione mantello nazionale delle Case rifugio - Adesione all'Associazione professionale svizzera di consultazione contro la violenza (APSCV) A livello cantonale: - Gruppo di accompagnamento permanente in materia di violenza domestica - Centro Competenza Violenza della Polizia cantonale - Tavola rotonda cantonale tratta esseri umani	Diverse di misure nell'ambito della prevenzione, sensibilizzazione e educazione, sono definite nel <a href="#">Piano d'azione cantonale sulla violenza domestica</a> del 2022 (progetti in parte già attivi e altri in fase di sviluppo) <b>Progetti attivi</b> - Sensibilizzazione e formazione dei professionisti confrontati alla violenza domestica (ambito salute, ambito sociale, ambito formativo, ambito giuridico, ambito media); - Sensibilizzazione della popolazione (tema VD, matrimonio forzato, MGF, relazioni sane, ambito educativo); - Serate informative presso i comuni - ciclo d'incontri d'approfondimento sui 4 assi d'intervento definiti nel Piano d'azione cantonale (prevenzione, protezione, perseguimento e politiche coordinate); - Progetto Batticuore - mostra itinerante sulla violenza domestica nelle scuole professionali e scuole medie superiori; - Incontri con le comunità straniere <b>Campagna:</b> - Adesione alla campagna internazionale 16 giorni di attivismo contro la violenza di genere (ogni anno) - Adesione alla campagna nazionale "Violenza sugli anziani" (in corso) - Campagna informativa sui servizi d'aiuto durante il lock-down (terminata) - Adesione alla campagna di sensibilizzazione contro la violenza in collaborazione con le FFS (terminata) <b>Progetti in fase di sviluppo:</b> - Sensibilizzazione di avvocati e praticanti legali <b>Progetti attivi</b> promossi dal <a href="#">Programma cantonale di promozione dei diritti, di prevenzione della violenza e di protezione di bambini e giovani (0-25 anni)</a> :

Kanton	Handlungsfeld 1	Handlungsfeld 2
	<b>Gemeinsames koordiniertes Vorgehen:</b> - Kooperationsgremien (z.B. Runde Tische zu HG oder weiteren Themen der Gewalt / Gewaltprävention) - Weitere Massnahmen?	<b>Präventionsarbeit im Bereich Information, Sensibilisierung und Erziehung:</b> - Projekte / Materialien für den Schulunterricht - Kampagnen - Öffentlichkeitsarbeit. etc.
		AMBITO FAMIGLIA → Sostegno a progetti proposti da enti privati con impatto cantonale, comunale o regionale, di sostegno alle famiglie, soprattutto in contesto vulnerabile, con una ricaduta sulla prevenzione della violenza domestica e il maltrattamento infantile, sostegno a genitori in fase di separazione - Associazione L'ora – Una Famiglia per una Famiglia - Associazione ConTatto – Educativa territoriale - Associazione Empa-TI – relazione con i figli - Comunità familiare – Officina 13 AMBITO SCOLASTICO – progetti messi in atto in vari gradi scolastici di promozione dei diritti, delle pari opportunità e della prevenzione della violenza (con accento sul contesto relazionale delle giovani coppie e il possibile sviluppo di situazioni di violenza domestica) - Teatro PAN – Se vedo gli altri io mi vedo - Divisione formazione professionale (DECS) – Batticuore <b>Progetti in fase di sviluppo</b> nell'ambito del Programma cantonale di promozione dei diritti dell'infanzia e della gioventù: - Momenti formativi destinati ai giovani 3 – 25 anni in merito ai diritti della Convenzione internazionale sui diritti del fanciullo (CRC)
TG	<b>Kooperationsgremien</b> <u>Bestehend</u> - Regierungsrätliche Kommission Gewaltprävention - Runder Tisch Menschenhandel - Fachaustausch Häusliche Gewalt – operativ arbeitende Fachstellen des Kantons <u>In Planung</u> - Schaffung von thematischen und/oder regionalen Runden Tischen zu Themen der Istanbul-Konvention <b>Weitere Massnahmen</b> <u>Bestehend</u> - Koordinationsauftrag der Koordinationsstelle Gewaltprävention <u>Laufend</u> - Prüfen und Umsetzen von Massnahmen zur Stärkung der stellenübergreifenden Zusammenarbeit <u>Wird geprüft</u>	<b>Projekte / Materialien für den Schulunterricht</b> <u>Bestehend</u> - Verschiedene bestehende Angebote und Materialien (u.a. Herzsprung, Referate der Jugendpolizei, Mein Körper gehört mir u.w.) <u>Derzeit laufend</u> - Standortbestimmung und Bedarfserhebung zu Präventionsangeboten für Kinder und Jugendliche im schulischen und ausserschulischen Bereich <u>In Planung</u> - Erstellen eines Konzepts für die koordinierte, gewaltpräventive Arbeit mit Kindern und Jugendlichen <u>Wird geprüft</u> - Elternbildungsangebote zum Thema gewaltfreie Erziehung <b>Kampagnen / Öffentlichkeitsarbeit</b> <u>Bestehend</u> - Mitwirkung an verschiedenen Kampagnen, u.a. 16 Tage gegen Gewalt an Frauen*

Kanton	Handlungsfeld 1	Handlungsfeld 2
	<b>Gemeinsames koordiniertes Vorgehen:</b> - Kooperationsgremien (z.B. Runde Tische zu HG oder weiteren Themen der Gewalt / Gewaltprävention) - Weitere Massnahmen?	<b>Präventionsarbeit im Bereich Information, Sensibilisierung und Erziehung:</b> - Projekte / Materialien für den Schulunterricht - Kampagnen - Öffentlichkeitsarbeit. etc.
	- Prüfen, wie Schnittstellen und der Wissensfluss zwischen den verschiedenen Stellen, die für Gleichstellungsfragen zuständig sind, gestärkt werden können, um den strategischen Blick sicherzustellen	- Erstellung und Bekanntmachung verschiedener Informationsmaterialien zu den Themen der Istanbul-Konvention für Betroffene, Fachpersonen und Personen, die Betroffene unterstützen
UR	<b>Kooperationsgremien</b> - Runder Tisch Häusliche Gewalt	
ZG	<b><u>Bestehend</u></b> <b>Kooperationsgremien</b> - Runder Tisch Menschenhandel und Häusliche Gewalt - Kantonale Kinderschutzgruppe (KSG)	<b><u>Laufend</u></b> - Präventionsarbeit an Schulen - Sensibilisierung der Jugendlichen zum Thema Sicherheit für Frauen (sexuelle Belästigung im Ausgang/am Arbeitsplatz) <b><u>Geplant</u></b> - Präventionsarbeit an Schulen - Prävention und Sensibilisierung der Mitarbeiter an Schulen über Kindsmisshandlung und Häusliche Gewalt
ZH	<b>Kooperationsgremien</b> <b><u>Bestehend</u></b> - Strategisches Kooperationsgremium gegen Häusliche Gewalt - Arbeitsgruppe Monitoring Häusliche Gewalt und Stalking - Kantonale Kinderschuttkommission (KSK) - Runder Tisch Menschenhandel - themenspezifische Arbeitsgruppen (z.B. AG HG und Kinderschutz) und verschiedene Arbeitsgruppen im Rahmen des RRB 338/2021 zur Umsetzung der IK im Kt. ZH. <b>Weitere Massnahmen:</b> <b>RRB 338/2021:</b> Massnahme 3.1: Übergeordnete Koordinationsstelle. Interventionsstelle gegen Häusliche Gewalt wird als übergeordnete Koordinationsstelle für die Umsetzung der Istanbul-Konvention bezeichnet ( <a href="#">Regierungsratsbeschluss Nr. 338/2021   Kanton Zürich (zh.ch)</a> ) -	<b>Prävention:</b> <b><u>Bestehend</u></b> - Neuauflage Flyer «STOPP Stalking» Hilfestellung für Betroffene - Flyer «Stopp Gewalt gegen Frauen» in ukrainischer und russischer Sprache - Neuauflage Adresskarte «Hilfe und Beratung» Verzeichnis aller Kontaktstellen im Kanton Zürich <b>Kampagnen:</b> <b><u>Bestehend</u></b> - 2021: Kampagne "Stopp Gewalt gegen Frauen" (Kantonspolizei PA/IST, Staatsanwaltschaft, Kantonale Opferhilfestelle) wird erweitert auf Gewalt im öffentlichen Raum und Gewalt im Alter <a href="#">Hilfe für Opfer von Gewalt (stopp-gewalt-gegen-frauen.ch)</a> <b><u>Geplant</u></b> - ist die Erweiterung der Kampagne zu anderen Gewaltformen und Bedürfnissen von weiteren Opfergruppen <b>Öffentlichkeitsarbeit</b> <b><u>Bestehend</u></b> - Gemeindeversand der A3-Plakate «Stopp Gewalt gegen Frauen». - Medienarbeit, div. Zeitungsinterviews, Radiointerviews - Referate Gesundheitswesen, Gemeinwesen, private Organisationen - Nationale Ebene: Mitwirkung bei 16 Tage gegen Gewalt an Frauen*

Kanton	Handlungsfeld 1	Handlungsfeld 2
	<b>Gemeinsames koordiniertes Vorgehen:</b> - Kooperationsgremien (z.B. Runde Tische zu HG oder weiteren Themen der Gewalt / Gewaltprävention) - Weitere Massnahmen?	<b>Präventionsarbeit im Bereich Information, Sensibilisierung und Erziehung:</b> - Projekte / Materialien für den Schulunterricht - Kampagnen - Öffentlichkeitsarbeit. etc.
		<b>Massnahmen:</b> - <b>RRB 338/2021:</b> Massnahmen 3.6 Bildung und 3.8 Prävention ( <a href="#">Regierungsratsbeschluss Nr. 338/2021   Kanton Zürich (zh.ch)</a> )

### 2.3.3 Champs d'action 3: Gestion de menaces et champs d'action 4: Moyens techniques

Canton	Champs d'action 3	Champs d'action 4
	<b>Gestion des menaces</b> - Gestion des menaces et des risques au niveau cantonal - bases légales - Existe-t-il un groupe de coordination?	<b>Moyens techniques</b> - Est-il prévu que le canton participe au projet pilote? - Autres mesures?
FR	<b>Gestion de la menace:</b> - Un groupe de travail de la CVC pour travailler autour de la gestion de la menace <b>Domaines prioritaires</b> - Gestion des menaces	
GE	<u><b>Travail en cours d'examen</b></u> - au sein de la police cantonale --> gestion des menaces et des risques	<u><b>Existant</b></u> - Recours aux bracelets électroniques dans le cadre du 28c CC notamment (surveillance passive). Travaux effectués dans un GT interdépartemental constitué pour la mise en oeuvre. En réflexion: participation éventuelle au projet pilote.
JU	<u><b>Existant</b></u> Gestion des menaces au travers du Réseau Jurassien de lutte contre les violences par le biais de la Police Cantonale	
NE	<u><b>Existant</b></u> - Gestion de menaces: Groupe MPV (Menaces et prévention de la violence) rattachée à la police cantonale	<u><b>Existant</b></u> - Surveillance électronique dans le cadre civil possible mais passive - - Neuchâtel fait partie du projet pilote pour l'implémentation de la surveillance électronique active

Canton	Champs d'action 3	Champs d'action 4
	<b>Gestion des menaces</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion des menaces et des risques au niveau cantonal</li> <li>- bases légales</li> <li>- Existe-t-il un groupe de coordination?</li> </ul>	<b>Moyens techniques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Est-il prévu que le canton participe au projet pilote?</li> <li>- Autres mesures?</li> </ul>
VD	<u><b>Existant</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plateforme de gestion des situations à haut risque (Art. 10 LOVD)</li> </ul>	<u><b>Existant</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Surveillance électronique en matière civile : art. 28c CC et 51a Code de droit privé judiciaire vaudois. Modèle de surveillance passive.</li> </ul> <u><b>En cours d'examen</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Surveillance électronique active</li> </ul>
VS	<b>Gestion des menaces:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupe de travail au sein de la Commission cantonale pour la révision de l'art. 9 LVD sur l'évaluation des risques et la gestion coordonnée de menaces</li> <li>- Unité spécifique au sein de la police cantonale en cours de formalisation</li> </ul>	

### 2.3.4 Handlungsfeld 3: Bedrohungsmanagement und Handlungsfeld 4: Technische Mittel

Kanton	Handlungsfeld 3	Handlungsfeld 4
	<b>Bedrohungsmanagement</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kantonales Bedrohungs- und Risikomanagement</li> <li>- gesetzliche Grundlagen zum BRM wo?</li> <li>- Besteht eine Koordinationsgruppe BRM?</li> </ul>	<b>Technische Mittel</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ist geplant, dass der Kanton am Pilotprojekt teilnimmt?</li> <li>- Sonstige Massnahmen?</li> </ul>
AG	<u><b>Bestehend</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aargauisches Bedrohungsmanagement (ABM), Kantonspolizei Aargau</li> <li>- Rechtsgrundlagen: 2.2.2<sup>bis</sup>, § 46a-e Gesetz über die Gewährleistung der öffentlichen Sicherheit (PolG) vom 6. Dezember 2005</li> <li>- Interdisziplinäres Fachgremium (IFG)</li> </ul>	<u><b>Bestehend</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Anwendung EM in zivil- und strafrechtlichen Fällen.</li> <li>- Eine Teilnahme am Pilotprojekt ist nicht geplant.</li> </ul>
BE	<b>Bedrohungsmanagement</b> <u><b>Bestehend</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- KBM bei der Kantonspolizei <ul style="list-style-type: none"> <li>- Regelmässige Schulungen von Personen zum Umgang mit bedrohlichen Personen und zur Bekanntmachung der Rolle der Fachstelle Bedrohungsmanagement (KAPO)</li> </ul> </li> </ul>	<b>Electronic Monitoring</b> <u><b>Bestehend</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- EM ist beim AJV angegliedert</li> <li>- Teilnahme an der Begleitstudie</li> </ul>

Kanton	Handlungsfeld 3	Handlungsfeld 4
	<b>Bedrohungsmanagement</b> - Kantonales Bedrohungs- und Risikomanagement - gesetzliche Grundlagen zum BRM wo? - Besteht eine Koordinationsgruppe BRM?	<b>Technische Mittel</b> - Ist geplant, dass der Kanton am Pilotprojekt teilnimmt? - Sonstige Massnahmen?
BL	<b><u>Bestehend</u></b> - Kantonales Bedrohungsmanagement, PolG §47d, <a href="#">SGS 700</a>	<b><u>Bestehend</u></b> - Mitwirkung am interkantonalen Pilotprojek zum Einsatz technischer Mittel im Rahmen der Auswertung laufender Fälle. - Keine Teilnahme am Pilotprojekt
BS	<b><u>Bestehend</u></b> Kantonales Bedrohungsmanagement (Grossratsbeschluss vom 22.6.2020 «Kantonales Bedrohungsmanagement –Teilrevision des Polizeigesetzes (PolG)» <a href="#">Link</a> ) per 1.3.2023 gestartet - Operative Abteilung Bedrohungsmanagement (Kantonspolizei) - Qualitätssicherung durch Abteilung «Gewaltschutz und Opferhilfe» - Regierungsrätliche Kommission «Gewaltschutz» - Laufende Schulungen des Ansprechpersonen-Netzwerks (aus allen Departementen) zum Vorgehen bei Hinweisen auf zielgerichtete Gewalt <b><u>Geplant</u></b> - Schulungen des Ansprechpersonen-Netzwerks aus NGOs zum Vorgehen bei Hinweisen auf zielgerichtete Gewalt	<b><u>Bestehend</u></b> - Begleitgruppe zur Umsetzung des zivilrechtlichen Electronic Monitoring (Vollzugszentrum, Zivilgericht, Kantonspolizei, Bewährungshilfe, Opferhilfe, Abteilung «Gewaltschutz und Opferhilfe»)
GL	<b>Bedrohungsmanagement:</b> - KBM bei der Kantonspolizei	- Keine Teilnahme am Pilotprojekt
GR	<b><u>In Ausarbeitung</u></b> - Bedrohungsmanagement: Einführung geplant (2021-2024), Departement für Justiz, Sicherheit und Gesundheit	
LU	<b><u>Bestehend</u></b> <b>Bedrohungsmanagement</b> - Stabstelle im Justiz- und Sicherheitsdepartement - Gesetzliche Grundlage im Polizeigesetz - Koordinationsgruppe vorhanden	
NW	<b><u>Geplant</u></b> - Einführen eines fach- und institutionsübergreifenden kantonalen Bedrohungsmanagements (KBM) - Erarbeiten von gesetzlichen Grundlagen zum Betreiben eines KBM welches zum Ziel hat Wiederholungstaten im Bereich der häuslichen Gewalt zu verhindern bzw. minimieren, sowie den Schutz der körperlichen und psychischen Unversehrtheit von Personen u.a. im Bereich Stalking.	

Kanton	Handlungsfeld 3	Handlungsfeld 4
	<b>Bedrohungsmanagement</b> - Kantonales Bedrohungs- und Risikomanagement - gesetzliche Grundlagen zum BRM wo? - Besteht eine Koordinationsgruppe BRM?	<b>Technische Mittel</b> - Ist geplant, dass der Kanton am Pilotprojekt teilnimmt? - Sonstige Massnahmen?
OW	<b><u>Geplant</u></b> - Einführung eines KBM und Schaffung entsprechender gesetzlicher Grundlagen.	
SG	<b><u>Bestehend</u></b> - Bedrohungs- und Risikomanagement (BRM) ist im präventiven Gewaltschutz tätig seit 2019.	<b><u>Geplant</u></b> - Nimmt am Pilotprojekt «Aktive Überwachung 7/24 teil, wird im Verlaufe dieses Jahres 2023 implementiert.
SH	<b><u>In Planung</u></b> - Zurzeit läuft eine Teilrevision des Polizeigesetzes zur Einführung des Bedrohungsmanagements	<b><u>In Planung</u></b> - Kantonale Regelung der Verbesserung des Schutzes gewaltbetroffener Personen über gerichtliche Anordnungen von elektronischer Überwachung - Keine Teilnahme am Pilotprojekt geplant.
SO	<b><u>Bestehend</u></b> - Kantonales Bedrohungsmanagement bei der Polizei seit 2014 installiert - Fallmanagement bei Fällen von HG welche nach einer Einzelfallprüfung aufgenommen werden - Nach Möglichkeit: Kontaktaufnahme mit dem Opfer <b><u>In Prüfung</u></b> - Bearbeitung aller Fälle von HG gem. Roadmap Häusliche Gewalt, mit Einbezug der Opfer	
SZ	<b><u>Bestehend</u></b> - KBM bei der Kriminalpolizei (), verfolgt einen mehrdimensionalen Ansatz und deckt verschiedenste Fallkonstellationen ab (HG, Stalking, Radikalisierung etc.); Ersatzmassnahmen, Electronic Monitoring und Fallführungsinstrumente in der Praxis, Weiterbearbeitung in Teilprojekten; Fallkonferenzen, Pflichtberatungen und Lernprogramm für gewaltausübende Personen, Melde- und Mitwirkungspflichten von Lehrpersonen und Schulbehörden etc. <b>Rechtliche Grundlage für das Bedrohungsmanagement:</b> - PolG (SRSZ 520.110)	<b><u>In Planung</u></b> <b>Ausbau des Bedrohungsmanagements:</b> - Electronic Monitoring zur Überwachung von Massnahmen gegen Häusliche Gewalt
TI	<b><u>Progetti attivi</u></b> - Centro Competenza Violenza dal 2023, per il coordinamento tra Gruppo prevenzione e negoziazione, Servizio violenza domestica, Sezione dei reati contro l'integrità, della polizia cantonale;	<b><u>Progetto in fase di sviluppo</u></b> - Partecipazione del Cantone Ticino al progetto pilota della Electronic monitoring.

Kanton	Handlungsfeld 3	Handlungsfeld 4
	<b>Bedrohungsmanagement</b> - Kantonales Bedrohungs- und Risikomanagement - gesetzliche Grundlagen zum BRM wo? - Besteht eine Koordinationsgruppe BRM?	<b>Technische Mittel</b> - Ist geplant, dass der Kanton am Pilotprojekt teilnimmt? - Sonstige Massnahmen?
	<b><u>Progetti in fase di sviluppo</u></b> - Inserimento per tutte le pattuglie di polizia delle strumento della piramide del rischio per una valutazione della situazione di violenza sin dai primi interventi di polizia (formazione in corso attivazione da settembre 2023).	
TG	<b>Kantonales Bedrohungs- und Risikomanagement</b> <b><u>Bestehend</u></b> - Polizeiliches Bedrohungsmanagement gemäss aktuellen wissenschaftlichen Standards durch die Fachstelle Gewaltschutz der Kantonspolizei Thurgau, welches sich u.a. den Fällen Häuslicher Gewalt annimmt und bspw. Persönliche Ansprachen mit gewaltausübenden Personen durchführt <b><u>In Planung</u></b> - Ausbau der Anwendungsmöglichkeiten und Schaffung von zusätzlichen Gewaltschutzmassnahmen im Rahmen der aktuellen Polizeigesetzrevision	<b>Technische Mittel</b> - Prüfen und Evaluieren des Potentials von technologischen Hilfsmitteln (wie z.B. Notfalltracker oder Electronic Monitoring) um das Risiko wiederholter Häuslicher Gewalt zu verringern und die Sicherheit der Opfer zu erhöhen, durch: <b><u>Derzeit laufend</u></b> - Versuchsweiser Einsatz verschiedener technologischer Hilfsmittel <b><u>In Planung</u></b> - Teilnahme am nationalen Pilotprojekt - Kantonale Arbeits- / Begleitgruppe
ZG	<b><u>in Planung</u></b> - Legislaturziel 2023-2026, Schaffung kantonales Bedrohungsmanagement inkl. der gesetzlichen Grundlagen	<b><u>Bestehend</u></b> - Elektronische Überwachung im Straf- und Zivilrecht – 2022 erfolgte eine Teilrevision des Gesetzes betreffend die Einführung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches für den Kanton Zug (EG ZGB) - Bisher gab es noch keine Fälle, der Vollzugs- und Bewährungsdienst wäre aber bereit (Zusammenarbeit mit Wohnheim Lindenfeld)
ZH	<b><u>Bestehend</u></b> <b>Massnahmen / Konzepte:</b> - Schutz- und Präventionsmassnahmen sind auf allen Ebenen installiert und wo nötig ausgebaut (z.B. polizeipräventives Früherkennungsscreening auf HG, Nachbetreuung/Einschätzung der Risikolage bei Opfern nach Ablauf von Schutzmassnahmen, etc.) <b>Bedrohungsmanagement:</b> - Das Kantonale Bedrohungsmanagement (KBM / www.kbm.ch) ist installiert und die Federführung liegt bei der Kantonspolizei Zürich / Präventionsabteilung. Neugestaltung der KBM-Website: <a href="#">Startseite (zh.ch)</a> <b>Schwerpunkte und Projekte:</b> - Unter dem für die Strafverfolgung festgelegten regierungsrätlichen Schwerpunkt der Legislaturperiode 2019-2022 (RRB 184/2019) "Gewalt gegen Frauen" wurden diverse Teilprojekte lanciert	<b><u>In Planung</u></b> <b>EM:</b> Teilnahme am Pilotprojekt

Kanton	Handlungsfeld 3	Handlungsfeld 4
	<b>Bedrohungsmanagement</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kantonales Bedrohungs- und Risikomanagement</li> <li>- gesetzliche Grundlagen zum BRM wo?</li> <li>- Besteht eine Koordinationsgruppe BRM?</li> </ul>	<b>Technische Mittel</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ist geplant, dass der Kanton am Pilotprojekt teilnimmt?</li> <li>- Sonstige Massnahmen?</li> </ul>
	<u><b>Geplant</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Unter der Fortsetzung/Weiterentwicklung des Schwerpunktes in der Strafverfolgung für die Legislaturperiode 2023-2026 «Gewalt gegen Frauen und Häusliche Gewalt» (RRB 351/2023) werden Teilprojekte lanciert</li> <li>- Fachtagung Bedrohungsmanagement am 3. November 2022 zum Thema "Umsetzung Istanbul-Konvention"</li> </ul>	

### 2.3.5 Champs d'action 5: Numéro téléphone central et champs d'action 6: Prise en charge de la victime

Canton	Champs d'action 5	Champs d'action 6
	<b>Numéro de téléphone central pour les victimes d'actes criminels</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Existe-t-il déjà une ligne d'assistance 24h/24 et 7j/7?</li> <li>- Est-il déjà prévu à quelle organisation, outre l'aide aux victimes, les appels seront-ils transmis?</li> <li>- Autres questions</li> </ul>	<b>Prise en charge de la victime</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mesures dans le domaine de l'hébergement (nouveau foyer pour femmes ou jeunes filles en projet, augmentation du nombre de places, financement)</li> <li>- Mesures dans le domaine de l'accompagnement des victimes dans la procédure pénale</li> <li>- Mesures dans le domaine de l'AIG 50</li> <li>- Autres mesures</li> </ul>
FR		<b>Domaines prioritaires</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aide aux victimes</li> </ul>
GE	<u><b>Existant</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Depuis plusieurs années existe une ligne téléphonique cantonale violences domestiques accessible 24h/24 et 7 jours/7 au 0840 110 110. La ligne offre une première écoute et orientation. En cas d'urgence, elle fait appel à l'Unité mobile d'urgence sociale, pouvant intervenir la nuit et le week-end, lorsque les autres services sont fermés.</li> </ul>	<u><b>Existant</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place en 2022 d'une nouvelle prestation d'hébergement social, mobile et de court terme pour les personnes victimes de violences domestiques hébergées temporairement en hôtel ou par des proches: le Service externe de soutien – SES.</li> <li>- Mise en oeuvre du rapport hébergement. <a href="https://www.ge.ch/document/mise-oeuvre-du-rapport-hebergement-urgence-suite-destination-personnes-majeures-victimes-auteures-violences-domestiques-du-29-avril-2019">https://www.ge.ch/document/mise-oeuvre-du-rapport-hebergement-urgence-suite-destination-personnes-majeures-victimes-auteures-violences-domestiques-du-29-avril-2019</a></li> </ul> <u><b>Parmi les mesures prévues</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- renforcement des soutiens financiers aux foyers d'hébergement pour un minimum de 50 % des frais de fonctionnement,</li> <li>- création de logements relais pour désengorger les foyers d'urgence et de suite (12 logements d'ici 2025),</li> </ul>

Canton	Champs d'action 5	Champs d'action 6
	<b>Numéro de téléphone central pour les victimes d'actes criminels</b> - Existe-t-il déjà une ligne d'assistance 24h/24 et 7j/7? - Est-il déjà prévu à quelle organisation, outre l'aide aux victimes, les appels seront-ils transmis? - Autres questions	<b>Prise en charge de la victime</b> - Mesures dans le domaine de l'hébergement (nouveau foyer pour femmes ou jeunes filles en projet, augmentation du nombre de places, financement) Mesures dans le domaine de l'accompagnement des victimes dans la procédure pénale - Mesures dans le domaine de l'AIG 50 - Autres mesures
		- renforcement des mesures permettant aux victimes d'accéder au logement pérenne (modification de la grille d'évaluation des dossiers de demande de logement, pour priorisation des situations de violences domestiques, formation sur la violence domestique du personnel en charge de l'étude des dossiers).
JU	<b>Pas de numéro centralisé.</b> - Deux référents: LAVI Jura et Bureau de l'égalité entre femmes et hommes - Proposition d'un numéro centralisé dans le cadre de l'avant-projet de loi contre les violences domestiques, actuellement en consultation	<b>Domaines prioritaires</b> - Prise en charge et suivi des victimes
NE	<b><u>Existant</u></b> - Le service d'aide aux victimes (SAVI) répond actuellement aux appels et durant les heures de fermeture propose l'aide de la Main tendue (143) - Site violence que faire	<b><u>Existant</u></b> - Un foyer d'hébergement existe et plusieurs partenariats avec d'autres institutions existent en cas de besoin - Accompagnement des victimes dans les procédures assuré par le Service d'aide aux victimes (SAVI)
VD	<b><u>Existant</u></b> - Ligne du Centre d'accueil MalleyPrairie - La Main Tendue 143 - Site <a href="#">Violence que faire</a> <b><u>En cours d'examen</u></b> - Numéro national: attribution partagée aux centres LAVI jours ouvrables et horaires de bureaux et Centre d'accueil MalleyPrairie en dehors de ces créneaux	<b>Domaines prioritaires</b> Renforcement et extension des structures et services existants <b><u>Existant</u></b> - Accueil 24/7 dans les deux foyers du Centre d'accueil MalleyPrairie - Accompagnement des victimes dans la procédure pénale: prestation des Centres LAVI <b><u>En cours d'examen</u></b> - Hébergements pour femmes victimes de violence domestique: création de nouveaux hébergements décentralisés
VD Ville de Lausanne	<b><u>Existant</u></b> - Unité spéciale pour la prise en charge des victimes: <a href="mailto:Aide.violences@lausanne.ch">Aide.violences@lausanne.ch</a>	<b><u>Existant</u></b> - Suivi par la police de situations de victimes de violence domestique – évaluation du danger encouru
VS	<b><u>Existant</u></b> - Numéros des Centres LAVI, relayés par la Main Tendue les soirs et les week-ends - Site <a href="http://violencequefaire.ch">violencequefaire.ch</a>	<b>Domaines prioritaires</b> - Renforcement et extensions des structures et prestations existantes <b><u>Existant</u></b> - Depuis 2021 : Unité de médecine des violences à l'Hôpital du Valais

Canton	Champs d'action 5	Champs d'action 6
	<b>Numéro de téléphone central pour les victimes d'actes criminels</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Existe-t-il déjà une ligne d'assistance 24h/24 et 7j/7?</li> <li>- Est-il déjà prévu à quelle organisation, outre l'aide aux victimes, les appels seront-ils transmis?</li> <li>- Autres questions</li> </ul>	<b>Prise en charge de la victime</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mesures dans le domaine de l'hébergement (nouveau foyer pour femmes ou jeunes filles en projet, augmentation du nombre de places, financement)</li> <li>Mesures dans le domaine de l'accompagnement des victimes dans la procédure pénale</li> <li>- Mesures dans le domaine de l'AIG 50</li> <li>- Autres mesures</li> </ul>
	<u>Prévu</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Unité mobile d'urgence sociale qui sera lancée à l'automne 2023</li> </ul> <u>En cours d'examen</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Numéro national discussion sur l'attribution dans le canton</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Depuis 2022, les 4 hébergements d'urgence sont soutenus par le canton à 100% pour l'hébergement et l'accompagnement des victimes dans le cadre de mandats de prestations.</li> <li>- Dans le Valais romand, fusion des 3 structures, en gardant les 3 sites, en un seul organisme offrant un hébergement d'urgence et un accompagnement pour les femmes victimes de violences, avec ou sans enfant. La nouvelle entité sera formalisée en 2023</li> </ul> <u>En cours d'examen</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- solutions post hébergement d'urgence</li> </ul>

### 2.3.6 Handlungsfeld 5: Zentrale Telefonnummer und Handlungsfeld 6: Betreuung des Opfers

Kanton	Handlungsfeld 5	Handlungsfeld 6
	<b>Zentrale Telefonnummer für Opfer von Straftaten</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gibt es bereits eine 24/7 Helpline?</li> <li>- Ist bereits in Planung, an welche Organisation neben der Opferhilfe die Anrufe weitergeleitet werden?</li> <li>- Weiteres</li> </ul>	<b>Betreuung des Opfers</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Massnahmen im Bereich Schutzunterkünfte (neues Frauen- oder Mädchenhaus in Planung, Ausweitung der Plätze, Finanzierung)</li> <li>- Massnahmen im Bereich der Begleitung von Opfern im Strafverfahren</li> <li>- Massnahmen im Bereich AIG 50</li> <li>- Weiteres</li> </ul>
AG	<u>Bestehend</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 24-h Telefondienst des Frauenhauses Aargau-Solothurn</li> <li>- Anrufe an die Opferberatung werden ausserhalb der Bürozeiten zu Tel 143 – Die Dargebotene Hand umgeleitet.</li> </ul>	<u>In Planung</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bedarfsabklärung Frauenhaus</li> <li>- Weiterbildung der Strafverfolgungsbehörden</li> </ul>
AI		<u>Bestehend</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Frauenberatung und Schutz durch Frauenhaus SG (Leistungsvereinbarung)</li> <li>- Opferhilfe SG-AR-AI (LV)</li> </ul>

Kanton	Handlungsfeld 5	Handlungsfeld 6
	<b>Zentrale Telefonnummer für Opfer von Straftaten</b> - Gibt es bereits eine 24/7 Helpline? - Ist bereits in Planung, an welche Organisation neben der Opferhilfe die Anrufe weitergeleitet werden? - Weiteres	<b>Betreuung des Opfers</b> - Massnahmen im Bereich Schutzunterkünfte (neues Frauen- oder Mädchenhaus in Planung, Ausweitung der Plätze, Finanzierung) - Massnahmen im Bereich der Begleitung von Opfern im Strafverfahren - Massnahmen im Bereich AIG 50 - Weiteres
AR		<b>Bestehend:</b> - Leistungsvereinbarung mit Institutionen im Kanton St.Gallen (u.a. Opferhilfe SG-AR-AI; Frauenhaus St.Gallen; Fachstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität fapla; sexuelle Gesundheit/Prävention u. a. LGBTI-Personen; Heks; rassistische Gewalt, Hatespeech)
BE	<b>Bestehend, nicht kantonal finanziert</b> - Telefonnummer 24/7 der Frauenhäuser und Opferberatungsstellen Appelle <b>Wird geprüft / in Planung</b> - Kantonale Anschlusslösung für die nationale Telefonnummer. (	<b>Bestehend:</b> - Leistungsvereinbarungen mit Frauenhäuser, Opferhilfestellen, Berner Gesundheit, Finanzierung Aufenthalt von Männern und Kindern im Schutzhaus Zwüschehalt - Informationsverbreitung über Opferschutz und Unterstützungsmöglichkeiten an Sozialdienste, Fachstellen - Informationsverbreitung über Diaspora-TV; Hinweis auf Informationen in 19 Sprachen auf Hallo-Bern.ch; Angebote der Kapo «Brückenbauer» - Berner Modell bei sexueller Gewalt <b>Wird geprüft</b> - Prüfung des Postulats 141-200: «Klinisches Zentrum für Gewaltbetroffene»
BE Stadt		<b>Bestehend</b> - Führen der Fachstelle Häusliche Gewalt und Stalking (Beraten und Begleiten von betroffenen Personen)
BL	<b>Wird geprüft</b> - Umsetzung Leitplanken der SODK	<b>6.1: Bestehend</b> Schwerpunkt im Massnahmenplan Umsetzung IK: - Sicherstellung von genügend Schutzplätzen für Gewaltbetroffene <b>6.2: Bestehend</b> - Begleitung von Opfern gemäss OHG <b>6.2: Geplant</b> - spezialisierte Opferbefragungsgruppe innerhalb der Polizei <b>6.2: Bestehend</b> - Pikettdienstleistende der Stawa absolvieren den Studiengang CAS Forensics. Neu wurde bei der Stawa ein Kompetenzbereich für Sexualdelikte und HG geschaffen, durch den auch für den Umgang mit Opfern eine Spezialisierung geschaffen werden soll. Opfer werden von Gesetzes wegen auf

Kanton	Handlungsfeld 5	Handlungsfeld 6
	<b>Zentrale Telefonnummer für Opfer von Straftaten</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gibt es bereits eine 24/7 Helpline?</li> <li>- Ist bereits in Planung, an welche Organisation neben der Opferhilfe die Anrufe weitergeleitet werden?</li> <li>- Weiteres</li> </ul>	<b>Betreuung des Opfers</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Massnahmen im Bereich Schutzunterkünfte (neues Frauen- oder Mädchenhaus in Planung, Ausweitung der Plätze, Finanzierung)</li> <li>- Massnahmen im Bereich der Begleitung von Opfern im Strafverfahren</li> <li>- Massnahmen im Bereich AIG 50</li> <li>- Weiteres</li> </ul>
		Hilfsangebote/Opferhilfe hingewiesen. Kinderbefragter*innen werden speziell geschult, die Anhörung von Kindern ist ihnen vorbehalten. <b>6.3: Wird geprüft</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Handlungsbedarf im Bereich AIG 50</li> </ul>
BS	<b><u>Wird geprüft</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Umsetzung der zentralen Telefonnummer für Opfer von Straftaten gemäss den von der SODK-Plenarversammlung verabschiedeten Leitplänen.</li> </ul>	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ausreichend Plätze in Schutzunterkünften bei «Frauenhaus beider Basel» und «Wohnen für Frauen und Kinder»</li> <li>- Leistungsvereinbarungen mit Frauenhaus beider Basel, Wohnen für Frauen und Kinder, Opferhilfe, Aliena (Fachstelle Sexarbeiterinnen), Dargebotene Hand, Zwangsheirat.ch, Männerbüro</li> <li>- Opferansprache nach Polizeieinsatz durch Opferhilfe</li> <li>- Kinderansprache nach Polizeieinsatz durch Kinder- und Jugenddienst und Triage zu weiteren Unterstützungsangeboten</li> <li>- Angebot der Universitären Psychiatrischen Kliniken für Kinder und ihre Mütter im «Frauenhaus beider Basel»</li> </ul> <b><u>Wird geprüft</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Massnahmen für ausreichend Therapieplätze für Gewaltbetroffene und Traumatisierte</li> <li>- Angebot der Universitären Psychiatrischen Kliniken für Kinder und ihre Mütter im «Wohnen für Frauen und Kinder»</li> </ul>
GL	<b><u>In Planung</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zentrale Telefonnummer Teil des kantonalen Massnahmenplans</li> </ul>	<b><u>In Planung</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Genügend und zugängliche Schutzunterkünfte Teil des kantonalen Massnahmenplans; Schutzunterkunft: Leistungsvereinbarung in Planung</li> </ul>
GR	<b><u>In Planung</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Es gibt zurzeit noch keine 24/7 Helpline, verschiedene Varianten werden geprüft</li> </ul>	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Leistungsvereinbarung Frauenhaus Graubünden</li> <li>- Leistungsauftrag Kantonsspital Graubünden Forensic Nursing</li> </ul>
LU		<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Frauenhaus Luzern</li> </ul>
NW	<b><u>Wird geprüft</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Es besteht aktuell keine 24/7 Helpline für Opfer. Sie wird in Zusammenarbeit mit anderen Kantonen geprüft.</li> </ul>	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- LV mit Opferberatung Kanton Luzern, fallbezogene Zusammenarbeit mit Frauenhäusern (Opferhilfe, Sozialhilfe Gemeinden)</li> </ul>

Kanton	Handlungsfeld 5	Handlungsfeld 6
	<b>Zentrale Telefonnummer für Opfer von Straftaten</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gibt es bereits eine 24/7 Helpline?</li> <li>- Ist bereits in Planung, an welche Organisation neben der Opferhilfe die Anrufe weitergeleitet werden?</li> <li>- Weiteres</li> </ul>	<b>Betreuung des Opfers</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Massnahmen im Bereich Schutzunterkünfte (neues Frauen- oder Mädchenhaus in Planung, Ausweitung der Plätze, Finanzierung)</li> <li>- Massnahmen im Bereich der Begleitung von Opfern im Strafverfahren</li> <li>- Massnahmen im Bereich AIG 50</li> <li>- Weiteres</li> </ul>
SG	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Das Frauenhaus ist 24/7 erreichbar.</li> <li>- Soforthilfe bei sexueller Gewalt ist 24/7 erreichbar</li> </ul> <b><u>In Planung:</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Umsetzung Zentrale Telefonnummer</li> </ul>	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Proaktiver Ansatz der Beratungsstelle Opferhilfe ist im Polizeigesetz verankert.</li> <li>- Leitfaden Häusliche Gewalt und Migration <a href="https://www.sg.ch/sicherheit/haeusliche-gewalt/links.html">https://www.sg.ch/sicherheit/haeusliche-gewalt/links.html</a></li> </ul>
SH	<b><u>Wird geprüft:</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zurzeit läuft die Variantenwahl</li> </ul>	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Leistungsvereinbarung mit ausserkantonalem Frauenhaus</li> </ul> <b><u>In Planung:</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gewährleistung des Zugangs zu geeigneten Schutz- und Unterstützungsangeboten</li> <li>- Schliessung von Finanzierungslücken</li> <li>- Weiterbildung für Mitglieder der Justizbehörden betreffend Befragung von Kindern und Erkennen von Traumata</li> <li>- Weiterbildungen in Opferhilfebelangen für die breite Fachöffentlichkeit</li> </ul>
SO	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aktuell werden die Anrufe ausserhalb der Bürozeiten der Beratungsstelle Opferhilfe an die Dargebotenen Hand umgeleitet.</li> </ul> <b><u>In Planung</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Das Umsetzungskonzept für die Umsetzung der nationalen Telefonnummer im Kanton Solothurn ist in Arbeit.</li> </ul>	<b>Projekt Schutz- und Notfallplätze</b> <b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Erhebung zum Bedarf an anderen Schutz- und Notfallplätzen.</li> </ul> <b>Begleitung von Opfern im Strafverfahren</b> <b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gewährleistung der Begleitung von Opfern im Strafverfahren durch die Opferhilfe.</li> </ul>
SZ	<b><u>In Planung</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zentrale Telefonnummer in Planung gemäss Leitplanken SODK</li> <li>- Frage der Zusammenarbeit noch nicht abschliessend geklärt</li> </ul>	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Notwohnung seit langem bestehend, kein kantonseigenes Frauenhaus</li> </ul>
TI	<b><u>Progetti attivi</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Numero Servizio aiuto alle vittime raggiungibile durante gli orari d'ufficio al numero unico 0800 866 866;</li> <li>- Case protette raggiungibili 24h/24 e 7g/7 per consulenza in ambito di violenza domestica e l'accoglienza di donne ed eventuali figli minorenni.</li> </ul> <b><u>Progetto in fase di valutazione</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Numero unico a 3 cifre per le vittime di reato (secondo le direttive federali)</li> </ul>	<b><u>Progetti attivi</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aumento del contributo cantonale per le strutture protette e parificazione della tariffa per donne e minori per il soggiorno presso le strutture protette;</li> <li>- Strumento per monitoraggio del tasso di occupazione delle strutture protette;</li> <li>- Posti per ricoveri di protezione (2 giorni) in ospedale se necessario prima di organizzare la messa in protezione nelle strutture protette (protocollo PS);</li> </ul>

Kanton	Handlungsfeld 5	Handlungsfeld 6
	<b>Zentrale Telefonnummer für Opfer von Straftaten</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gibt es bereits eine 24/7 Helpline?</li> <li>- Ist bereits in Planung, an welche Organisation neben der Opferhilfe die Anrufe weitergeleitet werden?</li> <li>- Weiteres</li> </ul>	<b>Betreuung des Opfers</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Massnahmen im Bereich Schutzunterkünfte (neues Frauen- oder Mädchenhaus in Planung, Ausweitung der Plätze, Finanzierung)</li> <li>- Massnahmen im Bereich der Begleitung von Opfern im Strafverfahren</li> <li>- Massnahmen im Bereich AIG 50</li> <li>- Weiteres</li> </ul>
		<b><u>Progetti in fase di sviluppo</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Casa Primula: alloggio di transizione per donne accolte in struttura protetta, per donne vittime di violenza senza un bisogno di messa in protezione e per le giovani donne vittime di violenza da parte dei genitori o dal partner;</li> <li>- Formazione e sviluppo di competenze delle operatrici del Servizio per l'aiuto alle vittime per quanto riguarda l'accompagnamento all'invio delle richieste all'Ufficio migrazione per i casi di rigore.</li> </ul>
TG	<b><u>Derzeit laufend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Teilnahme am interkantonalen Pilotprojekt "Chatberatung Opferhilfe" (</li> <li>- Helpline Thurgau 24/7, Unterstützung und Beratung bei der Suche nach dem richtigen Hilfsangebot für Kinder, Jugendliche und Familien nicht nur bei Straftaten (<b>bestehend</b>)</li> </ul>	<b>Betreuung des Opfers</b> <b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Beratungsangebote verschiedener Leistungserbringer (sexualisierte und häusliche Gewalt, sexuelle Belästigung / Ausbeutung, Diskriminierung aufgrund des Geschlechts, Menschenhandel)</li> <li>- Schutzunterkünfte: Leistungsvereinbarung mit dem Frauenhaus Winterthur</li> <li>- Schulung der Polizeiassistentinnen und -assistenten zu Häuslicher Gewalt und weiterführenden Unterstützungsangeboten</li> <li>- die Polizei informiert bei allen polizeilichen Interventionen wegen Häuslicher Gewalt Opfer und Täter über Unterstützungsangebote. Werden solche nicht in Anspruch genommen, sucht die Fachstelle Gewaltschutz im Nachgang das Gespräch mit den Betroffenen, mit dem Ziel, sie zu geeigneten Beratungsangeboten zu triagieren</li> </ul> <b><u>In Planung</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Einführung einer opferorientierten Übermittlungspraxis von allen Opfern Häuslicher Gewalt an die Opferhilfe</li> </ul> <b><u>Wird geprüft</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prüfauftrag: "Sicherstellen des Zugangs zu Schutzunterkünften für alle Opferkategorien"</li> </ul>
ZG	<b>Zentrale Telefonnummer für Opfer</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kontaktperson vom Kanton wurde definiert</li> <li>- Austausch mit Zentralschweizer Kantonen am Laufen</li> </ul>	<b>Betreuung des Opfers: <u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Begleitung des Opfers im Strafverfahren durch die Fachstelle Häusliche Gewalt und Vermittlung an geeignete Beratungsstellen</li> </ul> <b>Massnahmen Schutzunterkünfte</b> <b><u>In Planung</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Die finanziellen Unterstützungsmöglichkeiten des Frauenhauses seitens Kanton werden geprüft</li> </ul>

Kanton	Handlungsfeld 5	Handlungsfeld 6
	<p><b>Zentrale Telefonnummer für Opfer von Straftaten</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gibt es bereits eine 24/7 Helpline?</li> <li>- Ist bereits in Planung, an welche Organisation neben der Opferhilfe die Anrufe weitergeleitet werden?</li> <li>- Weiteres</li> </ul>	<p><b>Betreuung des Opfers</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Massnahmen im Bereich Schutzunterkünfte (neues Frauen- oder Mädchenhaus in Planung, Ausweitung der Plätze, Finanzierung)</li> <li>- Massnahmen im Bereich der Begleitung von Opfern im Strafverfahren</li> <li>- Massnahmen im Bereich AIG 50</li> <li>- Weiteres</li> </ul>
ZH	<p><b><u>Bestehend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Alle Frauenhäuser, das Schlupfhuus und das Mädchenhaus haben eine 24-Stunden-Helpline</li> </ul> <p><b><u>Wird geprüft</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Im Rahmen der Opferhilfestrategie des Kantons Zürich wird Umsetzung einer 24/7 Helpline geprüft (<a href="#">Kantonale Opferhilfestelle   Kanton Zürich (zh.ch)</a>)</li> </ul>	<p><b><u>In Planung</u></b></p> <p>Unter dem für die Strafverfolgung festgelegten regierungsrätlichen Schwerpunkt der Legislaturperiode 2019-2022 (RRB 184/2019) "Gewalt gegen Frauen" wurden diverse Teilprojekte lanciert:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Unterstützungs-/Hilfsangebote für Opfer ausbauen; Übersicht/Zugang vereinfachen (stopp-gewalt-gegen-frauen.ch // zukrass.ch // onlineopferberatung.ch)</li> <li>- Verbesserung Finanzunterstützung für Opferberatung und Frauenhäuser</li> <li>- Seit Februar 2022 betreibt der Verein Zwüschehalt nebst Bern und Luzern auch in Zürich eine Schutzeinrichtung für Männer und deren Kinder.</li> </ul> <p><b><u>Grundlage</u></b></p> <p><b>RRB338/2021:</b> Massnahmen 3.3. Opferhilfe, 3.4 Schutzunterkünfte, 3.5 Unterstützung für Opfer von sexueller Gewalt und 3.8 Weiterbildungen Fachpersonen betreffend Umgang mit Opfern in Strafverfahren (<a href="#">Regierungsratsbeschluss Nr. 338/2021   Kanton Zürich (zh.ch)</a>)</p>

### 2.3.7 Champs d'action 7: Protection des enfants et champs d'action 8: Travail avec les auteur-e-s de violence

Canton	Champs d'action 7	Champs d'action 8
	<b>Protection des enfants exposés à la violence domestique</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Approche des enfants en temps réel</li> <li>- Formations continues</li> <li>- Autres projets / mesures</li> </ul>	<b>Travail avec les auteur-e-s de violence</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projets dans le domaine du conseil en matière de violence</li> <li>- Projets relatifs aux programmes d'apprentissage</li> <li>- Autres</li> </ul>
FR	<b>Domaines prioritaires</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Protection des enfants</li> </ul>	<b>Domaines prioritaires</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en charge des auteur-e-s</li> </ul>
GE	<b><u>Existant</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Subvention pérenne de l'association AVVEC (anciennement Solidarité femmes), proposant une prise en charge spécialisée des enfants exposés aux violences conjugales et de leur mère.</li> <li>- Subvention pérenne de l'association Foyer Arabelle, qui propose une crèche pour les enfants hébergés et enfants externes ainsi qu'une prise en charge spécifique des enfants.</li> <li>- Diffusion dans le réseau professionnel du Guide d'évaluation et d'aménagement des relations personnelles pour les enfants victimes de violence domestique: Violence domestique: Quel contact après la séparation des parents? Édité par la CSVD, la CCDJP et la CDAS en juillet 2022</li> </ul> <b><u>En planification</u></b> Organisation d'une journée de formation accompagnant cette diffusion.	<b><u>Existant</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Subvention pérenne de l'Association Vires, prenant en charge les personnes auteures de violences domestiques.</li> </ul>
JU	<b>Domaines prioritaires</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en charge adaptée des enfants exposé-e-s à la violence</li> </ul>	<b>Domaines prioritaires</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer l'accès aux mesures pour les auteur-e-s de violence</li> </ul>
NE	<b><u>Existant</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'office de la protection de l'enfant (3 antennes) est chargé de l'accompagnement des enfants exposés à la violence domestique</li> <li>- Le SAVI accompagne les enfants des victimes hébergées en foyer</li> <li>- Le CNPea accompagne psychologiquement les enfants et les adolescent-e-s</li> </ul>	<b><u>Existant</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contrat de prestation avec le centre neuchâtelois de psychiatrie (CNP) qui dispose d'un service pour les auteur-e-s de violence domestique (SAVC) et d'une consultation pour couples et familles à transactions violentes(CCF)</li> </ul>
VD	<b><u>Existant</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- CAN Team (CHUV)</li> <li>- Les Boréales (CHUV)</li> <li>- Astrame</li> </ul> <b><u>En cours d'examen</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Inventaire des prestations existantes</li> </ul>	<b>Domaines prioritaires</b> <b><u>Existant</u></b> Information destinée aux auteurs et prise en charge : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre Prévention de l'Ale</li> <li>- Les Boréales</li> </ul>

Canton	Champs d'action 7	Champs d'action 8
	<b>Protection des enfants exposés à la violence domestique</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Approche des enfants en temps réel</li> <li>- Formations continues</li> <li>- Autres projets / mesures</li> </ul>	<b>Travail avec les auteur-e-s de violence</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projets dans le domaine du conseil en matière de violence</li> <li>- Projets relatifs aux programmes d'apprentissage</li> <li>- Autres</li> </ul>
VS	<b>Domaines prioritaires</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Protection des enfants exposés à la violence domestique</li> </ul> <u><b>Existant:</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poste dédié au Centre LAVI depuis 2022</li> <li>- Groupe pour la protection de l'enfant au sein de l'Hôpital du Valais</li> <li>- Diffusion dans le réseau professionnel du Guide d'évaluation et d'aménagement des relations personnelles pour les enfants victimes de violence domestique : Violence domestique: Quel contact après la séparation des parents? Édité par la CSVD, la CCDJP et la CDAS en juillet 2022</li> <li>- Information au Réseau interdisciplinaire du consensus parental sur les spécificités et les risques des séparations dans un contexte de violences domestiques.</li> <li>- Cantonalisation des APEA depuis le 1.1.2023</li> <li>- Mise en œuvre de bonnes pratiques dans la collaboration entre autorités de poursuites pénales et autorités civiles dans les cas de violences domestiques</li> </ul>	<b>Domaines prioritaires</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les consultations et programmes pour personnes auteures et le nombre d'astreinte par les autorités judiciaires</li> </ul> <u><b>Existant</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Consultations pour personnes auteures dans le Valais romand et dans le Haut-Valais</li> <li>- Un entretien obligatoire pour toute personne expulsée du logement par la police</li> </ul> <u><b>En cours d'examen</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation du nombre d'entretien obligatoire suite à une expulsion, à 3 entretiens (révision LVD en cours) et élargissement de l'obligation lors de mesures de protection ordonnées par un tribunal.</li> </ul>

### 2.3.8 Handlungsfeld 7: Schutz von Kindern und Handlungsfeld 8: Arbeit mit gewaltausübenden Personen

Kanton	Handlungsfeld 7	Handlungsfeld 8
	<b>Schutz von Kindern, die häuslicher Gewalt ausgesetzt sind</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zeitnahe Kinderansprache</li> <li>- Weiterbildungen</li> <li>- Weitere Projekte / Massnahmen</li> </ul>	<b>Arbeit mit gewaltausübenden Personen</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projekte im Bereich Gewaltberatung</li> <li>- Projekte zu Lernprogrammen</li> <li>- Sonstiges</li> </ul>
AG	<u><b>Bestehend</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- AHG leitet Polizeimeldungen mit Kindern an die Kinderschutzgruppen weiter</li> <li>- Erweiterung des Beratungsangebotes durch die Kinderschutzgruppen und Schaffung einer Fachstelle Häusliche Gewalt beim Schulpsychologischen Dienst</li> </ul> <u><b>In Planung</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stärkung der Früherfassung von häuslicher Gewalt bei Kindern und Verbesserung des koordinierten Vorgehens der involvierten Fachpersonen</li> </ul>	<u><b>Bestehend</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Anlaufstelle gegen häusliche Gewalt nimmt nach einer Polizeiintervention proaktiv Kontakt mit gewaltausübenden Personen auf</li> <li>- Vorhandene Angebote: Lernprogramm (ausserkantonale) und Gewaltberatung, finanziert vom Kanton</li> </ul> <u><b>In Planung</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Schaffung eines eigenen Lernprogramms im Kanton; Auftrag an die Frauenzentrale/Anlaufstelle gegen häusliche Gewalt</li> <li>- Bewerbung bei den Staatsanwaltschaften und den KESB</li> </ul>

Kanton	Handlungsfeld 7	Handlungsfeld 8
	<b>Schutz von Kindern, die häuslicher Gewalt ausgesetzt sind</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zeitnahe Kinderansprache</li> <li>- Weiterbildungen</li> <li>- Weitere Projekte / Massnahmen</li> </ul>	<b>Arbeit mit gewaltausübenden Personen</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projekte im Bereich Gewaltberatung</li> <li>- Projekte zu Lernprogrammen</li> <li>- Sonstiges</li> </ul>
	<b><u>Wird geprüft</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bedarfsabklärung für einen Telefondienst und einen niederschweligen Zugang zu einer Notunterkunft, die rund um die Uhr für Kinder und Jugendliche erreichbar sind</li> </ul>	
AR	<b>Aktionsplan Frühe Kindheit / Kinder- und Jugendförderung</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Übersicht "<a href="#">heb!-Dokument</a>" über Grundlagen und Instrumente zur Früherkennung von ungünstigen Entwicklungen und Kindeswohlgefährdung für Eltern, Erziehungsberechtigte und Bezugspersonen, Fachpersonen (Grundlagen vom Kanton St.Gallen übernommen, inkl. Handbuch «Kinder inmitten von Partnerschaftsgewalt»)</li> <li>- Monitoring (jährliche Statistik) über Anzahl von Kindern die von häuslicher Gewalt betroffen bzw. mitbetroffen sind</li> <li>- Netzwerk offene Kinder- und Jugendarbeit (Weiterbildungen z. B. Gewalt; regelmässige Sensibilisierung über Infobriefe)</li> <li>- Sensibilisierung Vertrauliche Geburt (Kooperation Kantonsspital St. Gallen)</li> </ul>	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Leistungsvereinbarung mit Institutionen im Kanton St.Gallen (u.a. Beratungsstelle für gewaltausübende Personen; Fördergelder Verein Konflikt.Gewalt.)</li> </ul>
BE	<b>Angebote für Kinder, die häuslicher Gewalt ausgesetzt sind</b> <p><b><u>Durchgeführt</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bedarfserhebung bez. Therapie- und Beratungsplätze für Kinder</li> </ul> <p><b><u>Wird geprüft</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gruppenangebot der Erziehungsberatungsstelle Bern (bestehend); Ausweitung auf andere Regionen</li> </ul> <p><b><u>Bestehend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Angebote der Frauenhäuser und Opferhilfestellen</li> </ul>	<b>Lernprogramm und Gewaltberatungen:</b> <p><b><u>Bestehend:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Weiterführen und bei Bedarf optimieren der kant. Beratungsangebote (Lernprogramm und Einzelberatung), Zusammenarbeit mit zuweisenden Behörden</li> </ul> <p><b><u>Wird geprüft</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Angebotserweiterung durch zusätzliche Finanzierung von niederschwelliger Beratung für Gewaltausübende ohne Behördenkontakt («Dunkelfeld») (; Postulat 027-2022)</li> </ul> <p><b><u>Bestehend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ansprache/Ermahnung nach pol. Intervention durch Regierungstatthalter/Innen</li> </ul> <p><b><u>Wird geprüft</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Verpflichtende Zuweisung in Gewaltberatung/Lernprogramm durch Regierungstatthalter nach Ansprache</li> </ul>
BE Stadt		<b><u>In Planung</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aufbau eines Beratungsangebots für Menschen, die stalken</li> </ul>

Kanton	Handlungsfeld 7	Handlungsfeld 8
	<b>Schutz von Kindern, die häuslicher Gewalt ausgesetzt sind</b> - Zeitnahe Kinderansprache - Weiterbildungen - Weitere Projekte / Massnahmen	<b>Arbeit mit gewaltausübenden Personen</b> - Projekte im Bereich Gewaltberatung - Projekte zu Lernprogrammen - Sonstiges
BL	<b><u>Bestehend</u></b> <b>Schwerpunkt im Massnahmenplan Umsetzung IK:</b> - Förderung/Sicherstellung von adäquater Unterstützung für Kinder als Zeugen von häuslicher Gewalt	<b><u>Bestehend</u></b> <b>Schwerpunkt im Massnahmenplan Umsetzung IK:</b> - Lernprogramm gegen häusliche Gewalt für alle Tatpersonen (Männer, Frauen, Fremdsprachige), Fokus Gewalt in Paarbeziehungen
BS	<b><u>Bestehend</u></b> - Zeitnahe Kinderansprache durch Kinder- und Jugenddienst (KJD) - Angebot der Universitären Psychiatrischen Kliniken für Kinder und ihre Mütter im «Frauenhaus beider Basel» - siehe Handlungsfeld 2 für Präventionsarbeit <b><u>In Planung</u></b> - Implementierung Leitfaden Kinder und HG «Kontakt nach Häuslicher Gewalt» <b><u>Wird geprüft</u></b> - Massnahmen für ausreichend Therapieplätze für gewaltbetroffene und traumatisierte Kinder - Angebot der Universitären Psychiatrischen Kliniken für Kinder und ihre Mütter im «Wohnen für Frauen und Kinder»	<b><u>Bestehend</u></b> - Lernprogramme gegen häusliche Gewalt (für Männer und Frauen, Deutsch- und Fremdsprachige) - Sensibilisierung der verschiedenen Behörden zu Lernprogramm - Gefährderansprache (für Erwachsene und Jugendliche) - Konfliktberatung durch Bewährungshilfe - Leistungsvereinbarung mit Männerbüro für Gewaltberatung - siehe Handlungsfeld 2 für Präventionsarbeit
GL	<b><u>In Planung</u></b> - Schutz von Kindern ist Teil des kantonalen Massnahmenplans	<b><u>Bestehend</u></b> - Freiwillige Gewaltberatung wird von den Sozialen Diensten angeboten.
GR	<b><u>In Planung</u></b> - Implementierung Leitfaden Kinder und Häusliche Gewalt «Kontakt nach Häuslicher Gewalt»	<b><u>Bestehend</u></b> - Beratungsstelle für Gewalt ausübende Personen Graubünden: Gewaltberatungen und Lernprogramme für Gewalt ausübende Personen.
LU		<b><u>Bestehend</u></b> - Lernprogramme (Do It, PoG) i.S.v. Art. 55a StGB; Pflichtberatung i.S.v. § 13e EGZGB <b><u>In Planung</u></b> - Lernprogramm «Partnerschaft ohne Gewalt» in JVA's anbieten/durchführen - Anordnung/Durchführung Lernprogramm «Partnerschaft ohne Gewalt» im Rahmen einer Weisung im Sinne von Art. 44 Abs. 2 StGB
NW	<b><u>Bestehend</u></b> - Jugend- und Familienberatung, Schulsozialarbeit, Jugendarbeit in Gemeinden.	<b><u>Bestehend</u></b> - Leistungsvereinbarung mit agreedis Fachstelle gegen Männergewalt

Kanton	Handlungsfeld 7	Handlungsfeld 8
	<b>Schutz von Kindern, die häuslicher Gewalt ausgesetzt sind</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zeitnahe Kinderansprache</li> <li>- Weiterbildungen</li> <li>- Weitere Projekte / Massnahmen</li> </ul>	<b>Arbeit mit gewaltausübenden Personen</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projekte im Bereich Gewaltberatung</li> <li>- Projekte zu Lernprogrammen</li> <li>- Sonstiges</li> </ul>
OW	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ablaufschema zwischen Kapo und KESB für sofortige Gefährdungsmeldungen durch die Polizei bei HG, wenn Kinder im Haushalt sind und zeitnahe Ansprache der betroffenen Eltern durch die KESB.</li> </ul>	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Angebot für Gewaltausübende Männer in Zusammenarbeit (Leistungsvereinbarung) mit Agredis und für Frauen in Zusammenarbeit mit dem Vollzugs- und Bewährungsdienst Luzern.</li> </ul>
SG	<b><u>In Umsetzung</u></b> <b>Massnahmen laut eines RRB von 2017 sind im Gange:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Verbesserung der Situation von Partnerschaftsgewalt betroffener Kinder  → Daraus entstanden: «<b>Regierungsprojekt Häusliche Gewalt und die Kinder mittendrin</b>» mit den Zielen: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kindern und Familien wird eine spezifische, bedarfsgerechte Unterstützung angeboten. Diese erfolgt koordiniert und zielgerichtet und nach gemeinsamen fachlichen Grundsätzen.</li> <li>- Behörden, Institutionen und Fachstellen des Interventions- und Hilfesystems sind für die Auswirkungen der häuslichen Gewalt unter erwachsenen Familienmitgliedern auf die Kinder sensibilisiert.</li> <li>- Es bestehen Abmachungen an den Schnittstellen des Interventions- und Hilfesystems, welche gewährleisten, dass Interventionen auch den von Gewalt in Ehe und Partnerschaft (mit-)betroffenen Kindern gerecht werden.</li> <li>- Bestehende Abmachungen und Abläufe sind im Hinblick auf die aktuellen Gesetzesgrundlagen überprüft und ergänzt.</li> <li>- Behörden, Institutionen und Fachstellen des Interventions- und Hilfesystems sind über Abmachungen und Abläufe informiert.</li> <li>- Die Behörden, Institutionen und Fachstellen des Interventions- und Hilfesystems sind sich ihrer eigenen Rolle und ihrer Handlungsmöglichkeiten bewusst, sie nehmen diese wahr und arbeiten vernetzt.</li> </ul> </li> </ul> <b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Handbuch «Kinder inmitten von Partnerschaftsgewalt»</li> </ul>	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Erstberatung nach Polizeiinterventionen bei Häuslicher Gewalt und</li> <li>- Lernprogramme für Übermittlungen nach Art. 55a StGB:  <a href="http://www.lernprogramm.sg.ch">www.lernprogramm.sg.ch</a></li> </ul>
SH	<b><u>In Planung:</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Weiterbildung von Mitgliedern der Justizbehörden betreffend Befragung von Kindern und Erkennen von Traumata</li> <li>- Kinderansprache nach Polizeiintervention</li> <li>- Adaptionen und Anwendung Frankfurter Leitfaden (Kinder und häusliche Gewalt)</li> </ul>	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Leistungsvereinbarung mit Gewaltberatungsstelle</li> </ul> <b><u>Geplant</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Weiterbildung bei der Sprechung von Ersatzmassnahmen für Staatsanwält:innen</li> </ul>

Kanton	Handlungsfeld 7	Handlungsfeld 8
	<b>Schutz von Kindern, die häuslicher Gewalt ausgesetzt sind</b> - Zeitnahe Kinderansprache - Weiterbildungen - Weitere Projekte / Massnahmen	<b>Arbeit mit gewaltausübenden Personen</b> - Projekte im Bereich Gewaltberatung - Projekte zu Lernprogrammen - Sonstiges
SO	<b>Schwerpunkte</b> - Vernetzung der involvierten Akteure - Überprüfung aktuelles Angebotsdispositiv <u><b>Bestehend</b></u> - Unterstützung kostenpflichtiges Beratungsangebot für Eltern in Trennung - Verbreitung des Leitfadens <u><b>In Prüfung</b></u> - Arbeitsgruppe zum Thema «Unterstützung für Kinder als Mitbetroffene von häuslicher Gewalt»	<u><b>Bestehend:</b></u> - Kostenlose, niederschwellige und freiwillige Gewaltberatung - Zusammenarbeit mit dem Lernprogramm Bern
SZ	<u><b>In Planung</b></u> - Arbeitsgruppe «Schutz von Kindern, die HG ausgesetzt sind» (Postulat P3/22 «Prävention von sexueller Gewalt an Kindern im Kanton Schwyz» (RRB 714/2022; Postulat wurde erheblich erklärt, RR hat Verankerung von ganzheitlichen Schutzkonzepten zu prüfen)	<u><b>Prävention:</b></u> - Angebote für Gewaltausübende: Leistungsvereinbarung mit agreedis (Gewaltberatung), Leistungsvereinbarung mit dem BVD Luzern (Lernprogramm), Leistungsvereinbarung «Partnerschaft ohne Gewalt» mit Zürich
TI	<u><b>Progetti in fase di sviluppo</b></u> - Con sostegno della DAO, nel 2023, creazione a livello cantonale di una guida volta ad attuare la politica di protezione dei minori accolti nelle strutture protette; - Valutazione in corso delle offerte di altri cantoni per i bambini vittime di violenza domestica preso il Servizio per l'aiuto alle vittime; - Distribuzione del volantino della Prevenzione Svizzera della Criminalità relativo all'offerta di sostegno della Pro Juventute, da parte delle pattuglie di polizia che intervengono per situazioni di violenza domestica in cui sono presenti dei minori.	<u><b>Progetti attivati</b></u> - Consulenza individuale in materia di violenza domestica; - Sostegno sociale alle persone autrici di violenza domestica; - Programmi di sensibilizzazione e prevenzione per persone autrici di violenza domestica, in gruppo (donne e uomini separati) e individuali; - Programmi di prevenzione alla violenza svolti in carcere. <u><b>Progetto in fase di sviluppo:</b></u> - Ampliamento del foyer che accoglie autori/autrici di VD oggetto di una misura d'allontanamento da parte della polizia.
TG	<b>Legislaturziel 2020-2024:</b> - Überprüfung der Strukturen des Kinderschutzes, insbesondere in Zusammenhang mit Häuslicher Gewalt <u><b>Bestehend</b></u> - Beratungsangebot für Kinder bei der BENEFO Fachstelle Opferhilfe () - Notrufnummern für Kinder und Jugendliche 147 (Pro Juventute) und Helpline Thurgau 24/7 <u><b>2022 durchgeführt</b></u> - Fachveranstaltung für Gerichte und die KESB zum Thema "Regelung des persönlichen Verkehrs nach Häuslicher Gewalt"	<b>Gewaltberatung</b> <u><b>Bestehend</b></u> - Leistungsvereinbarung mit der Fachstelle Konflikt.Gewalt., welche es Einwohnenden des Kanton Thurgau ermöglicht bis zu 8 kostenlose Beratungsstunden in Anspruch zu nehmen <b>Lernprogramme</b> <u><b>Bestehend</b></u> - Pilotprojekt eines gemeinsamen Lernprogramms für gewaltausübende Personen mit dem Kanton St.Gallen (Laufzeit: 01.01.2022 bis 31.12.2023)

Kanton	Handlungsfeld 7	Handlungsfeld 8
	<b>Schutz von Kindern, die häuslicher Gewalt ausgesetzt sind</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zeitnahe Kinderansprache</li> <li>- Weiterbildungen</li> <li>- Weitere Projekte / Massnahmen</li> </ul>	<b>Arbeit mit gewaltausübenden Personen</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projekte im Bereich Gewaltberatung</li> <li>- Projekte zu Lernprogrammen</li> <li>- Sonstiges</li> </ul>
	<p><b><u>Laufend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- die Bestrebungen zur Vereinheitlichung der Abläufe im Bereich Kinderschutz der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden des Kantons Thurgau werden fortgesetzt</li> <li>- Das amtsübergreifende Projekt "Qualitätssicherung bei Kinderopferverfahren in Strafverfahren" wird umgesetzt</li> </ul> <p><b><u>In Planung</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- eine zeitnahe und altersentsprechende Ansprache von Kindern nach Vorfällen von Häuslicher Gewalt wird als reguläres Angebot im Kanton Thurgau umgesetzt</li> <li>- Schulung der Regionalpolizei zum Umgang mit Kindern bei Häuslicher Gewalt</li> <li>- Aufbau einer Koordinationsgruppe Kinderschutz</li> </ul>	<p><b><u>In Planung</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Umsetzung eines Lernprogramms als Regelangebot</li> </ul> <p><b><u>Wird geprüft</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- niederschwellige Sozialberatung für gewaltausübende Personen zur Entschärfung der familiären Situation und zum Schutz von Gewaltopfern</li> </ul>
ZG		<p><b><u>Bestehend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Anmeldung gewaltbereite Personen an eine Gewaltberatungsstelle zwecks Kontaktaufnahme</li> <li>- Präventivansprache</li> <li>- Vermittlung an geeignete Beratungsstellen</li> <li>- Lernprogramm (nach Weisung STA – Vollzug VBD)</li> </ul>
ZH	<p><b>Massnahmen:</b>  <b>RRB 338/2021:</b> Massnahme 3.5 Gewaltbetroffene Kinder (<a href="#">Regierungsratsbeschluss Nr. 338/2021   Kanton Zürich (zh.ch)</a>)</p>	<p><b><u>Bestehend</u></b></p> <p><b>Schwerpunkte und Projekte:</b>  Unter dem für die Strafverfolgung festgelegten regierungsrätlichen Schwerpunkt der Legislaturperiode 2019-2022 (RRB 184/2019) "Gewalt gegen Frauen" wurde z.B. umgesetzt:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Massnahmen zur Senkung der Gewaltbereitschaft potenzieller Täter (z.B. Anpassung WOSTA im Umgang mit Art. 55a StGB, insbesondere betr. Anordnung von Lernprogrammen und Ersatzmassnahmen, Ausbau/Erhöhung Dienstleistungsvereinbarungen betr. Beratung von Gefährder/innen bei Massnahmen nach GSG)</li> </ul> <p><b>Massnahmen:</b>  <b>RRB 338/2021:</b> Massnahme 3.2 Arbeit mit gewaltausübenden Menschen (<a href="#">Regierungsratsbeschluss Nr. 338/2021   Kanton Zürich (zh.ch)</a>)</p>

### 2.3.9 Champs d'action 9: Formation continue et champs d'action 10: Cadre juridique relatif à la violence domestique

Canton	Champs d'action 9	Champs d'action 10
	<b>Formation continue</b> - Mesures / projets dans le domaine de la formation continue (groupes professionnels) - Autres	<b>Cadre juridique relatif à la violence domestique</b> - Nouveautés dans la législation cantonale en cours de planification (lois sur la protection contre la violence, lois sur la police)
FR	<b>Domaines prioritaires</b> - Formation des professionnel-le-s - Sensibilisation du milieu de la justice	
GE	<b><u>Existant</u></b> - Dans le cadre de la mise en oeuvre du rapport sur l'hébergement d'urgence et de suite à destination des personnes victimes ou auteures de violences domestiques, formation des professionnel-le-s du secrétariat des fondations immobilières de droit public (SFIDP) et des FIDP, chargé de l'étude des dossiers de personnes demandeuses de logements, <b><u>En planification</u></b> - Formation des professionnel-le-s des transports publics en contact avec la clientèle, en matière de prévention du harcèlement dans l'espace public. - Dans le cadre de l'élaboration du plan d'action prévention violence 2023-2027, et de la mise en oeuvre de la LED-Genre, élaboration de modules de formation à intégrer dans les formations de base des différents corps professionnels santé, social, éducation. - Elaboration d'un catalogue des différentes formations existantes sur territoire genevois (formations continues) afin de les valoriser et combler les éventuelles lacunes.	<b><u>En planification:</u></b> - LED-Genre votée par le Grand Conseil le 23 mars 2023. - Cette loi sur l'égalité et la lutte contre les discriminations liées au sexe et au genre prévoit notamment des mesures de sensibilisation du public, de formation des professionnel-le-s et des mesures statistiques. <a href="https://www.ge.ch/actualite/deux-nouvelles-lois-genevoises-egalite-contre-discriminations-12-04-2023">https://www.ge.ch/actualite/deux-nouvelles-lois-genevoises-egalite-contre-discriminations-12-04-2023</a>
GE ville	- Plan d'action "Objectif zéro sexisme dans ma ville" - thématique du sexisme et du harcèlement dans l'espace public. - Formation du personnel municipal	
JU	<b><u>Existant</u></b> - Formation et soutien aux professionnel-le-s concerné-e-s: <a href="https://www.jura.ch/Htdocs/Files/v/40105.pdf/Departements/DFCS/EGA/Violence/Arborescence-reseau-JU-de-lutte-contre-les-violences.pdf?download=1">https://www.jura.ch/Htdocs/Files/v/40105.pdf/Departements/DFCS/EGA/Violence/Arborescence-reseau-JU-de-lutte-contre-les-violences.pdf?download=1</a> - Formation ponctuelle au personnel des hôpitaux du Jura (tous les 2-3 ans)	<b><u>Existant</u></b> - Avant-projet de loi concernant la prévention et la lutte contre les violences domestiques, actuellement en consultation. Informations sur: <a href="https://www.jura.ch/violence/consultation">https://www.jura.ch/violence/consultation</a>

Canton	Champs d'action 9	Champs d'action 10
	<b>Formation continue</b> - Mesures / projets dans le domaine de la formation continue (groupes professionnels) - Autres	<b>Cadre juridique relatif à la violence domestique</b> - Nouveautés dans la législation cantonale en cours de planification (lois sur la protection contre la violence, lois sur la police)
NE	<b><u>Existant</u></b> - Formation DOSAVI pour les professionnel-le-s des domaines santé/social - Journée réseau	<b><u>Existant</u></b> - LVD en vigueur depuis 2019
VD	<b><u>Existant</u></b> : - Activité de formation des professionnel-le-s <a href="https://www.vd.ch/themes/etat-droit-finances/egalite-entre-les-femmes-et-les-hommes/lutte-et-prevention-de-la-violence-dans-le-couple/professionnelles">https://www.vd.ch/themes/etat-droit-finances/egalite-entre-les-femmes-et-les-hommes/lutte-et-prevention-de-la-violence-dans-le-couple/professionnelles</a> - Formation continue à différents corps professionnels par le BEFH, Malley-Prairie, Ecole de la Source, Centre LAVI ...	<b><u>Existant</u></b> - Loi d'organisation de la prévention et de la lutte contre la violence domestique (LOVD) <b><u>En planification</u></b> : - Révision de la LOVD après évaluation du dispositif
VD Ville Lausanne	<b>Bureau de l'égalité</b> <b><u>En cours:</u></b> - Formation du personnel des piscines communales aux enjeux de l'égalité et de la mixité (plan d'action Femmes et Sports) : <a href="https://www.lausanne.ch/vie-pratique/sport-pour-tous/femmes-et-sport/plan-d-action.html">https://www.lausanne.ch/vie-pratique/sport-pour-tous/femmes-et-sport/plan-d-action.html</a>	
	<b>Police municipale de Lausanne</b> <b><u>Existant</u></b> <b>Unité spéciale pour la prise en charge des victimes :</b> - Formation à l'interne police pour les membres de l'unité - Formation auprès de la Fondation Malley Prairie et du CPAle	
	<b>Observatoire de la sécurité et des discriminations</b> <b><u>En planification</u></b> : <b>Politique publique LGBTIQ+ Sensibilisation et visibilité LGBTIQ+</b> - Formation interne du personnel de la Ville de Lausanne - Formation de la police municipale	
VS	<b>Domaines prioritaires</b> - Sensibilisation et formation des professionnels <b><u>Existant</u></b> - Module de sensibilisation et d'information financé par l'OCEF - Formation à la méthodologie DOSAVI par la HES SO avec le soutien de l'OCEF	<b>Révision de la LVD en cours, notamment sur les aspects suivants:</b> - Définitions, financement des structures d'aide et d'accompagnement des personnes touchées, entretien et programme obligatoire pour les personnes auteures, évaluation des risques et gestion des menaces et harmonisation avec les dispositions de la loi fédérale sur la protection des victimes de violence - La révision de la loi cantonale sur la police est prévue, notamment concernant la gestion globale des menaces

### 2.3.10 Handlungsfeld 9: Weiterbildung und Handlungsfeld 10: Rechtlicher Rahmen

Kanton	Handlungsfeld 9	Handlungsfeld 10
	<b>Weiterbildung</b> - Massnahmen / Projekte im Bereich Weiterbildung (Berufsgruppen) - Sonstiges	<b>Rechtlicher Rahmen zu häuslicher Gewalt</b> - Bedrohungsmanagement - polizeiliches Annäherungs- und Kontaktverbot
AG	<u><b>In Planung:</b></u> - Schaffung einer Projektstelle für 4 Jahre zum Aufbau der Weiterbildung von Fachpersonen und ehrenamtlich Tätigen	- Kein Handlungsbedarf
BE	<b>Weiterbildungsangebote</b> <u><b>Bestehend</b></u> - Modul zu Häuslicher Gewalt im Alter (UBA, BIG) an der Berner Fachhochschule - Tagung für Gesundheitsfachpersonen am Inselspital Bern 2022, 2023, Weiterführung wird geprüft - Modul für Sozialdienste «Häusliche Gewalt verstehen, erkennen, handeln» (Opferhilfestelle und BIG) - Weiterbildung «Ansprache bei Häuslicher Gewalt» Kommunikationstraining für die Ansprache von Tatpersonen (BIG) - Div. Informations- und Weiterbildungsveranstaltungen von Opferhilfestellen, BIG, KAPO	<b>Electronic Monitoring</b> - Electronic Monitoring zur Überwachung von Massnahmen gegen Häusliche Gewalt
BL	<u><b>Bestehend</b></u> - (interdisziplinäre) Schulungen durch die Interventionsstelle und Fachpersonen des HG-Netzwerks auf Anfrage. <u><b>Wird geprüft</b></u> - Handlungsbedarf betr. Koordination und Ausbau	- Keine Neuerungen
BS	<u><b>Bestehend</b></u> - Weiterbildung des Polizeikorps zu Nicht-Beziehungs-Stalking - Referate zu Lernprogramm und Gefährderansprache bei Kriminalpolizei - Weiterbildung der Ansprechpersonen des Bedrohungsmanagements zum Vorgehen bei Hinweisen auf zielgerichtete Gewalt <u><b>In Prüfung</b></u> - Fachinput durch Opferhilfe an das Zivilgericht bzgl. Nicht-Beziehungs-Stalking	<u><b>Neu seit letzter Übersicht</b></u> - Bedrohungsmanagement und polizeiliche Massnahmen bei Nicht-Beziehungsstalking in Kraft seit 1.1.2022 Revision Polizeigesetz

Kanton	Handlungsfeld 9	Handlungsfeld 10
	<b>Weiterbildung</b> - Massnahmen / Projekte im Bereich Weiterbildung (Berufsgruppen) - Sonstiges	<b>Rechtlicher Rahmen zu häuslicher Gewalt</b> - Bedrohungsmanagement - polizeiliches Annäherungs- und Kontaktverbot
GL	<b><u>In Planung</u></b> - Weiterbildung und Sensibilisierung der Fachpersonen ist Teil des Massnahmenplans - 2023 Internationale Tagung im Kanton Glarus Forensic Nurses	
GR	<b><u>Bestehend</u></b> - Im Rahmen des Leistungsauftrag Forensic Nursing → Nachdiplom Forensic Nursing	<b><u>In Ausarbeitung</u></b> - Normkonzept für ein Gewaltschutzgesetz im Bereich Häusliche Gewalt - Gesetzliche Grundlagen Bedrohungsmanagement, Lead Departement für Justiz, Sicherheit und Gesundheit
LU	<b><u>In Planung</u></b> <b>Themenschwerpunkt Planungsbericht Gleichstellung 2022-2025</b> - Information und Sensibilisierung von Fachpersonen der Strafverfolgungsbehörden, Bildungsinstitutionen und des medizinischen Personals	
NW		<b><u>In Ausarbeitung</u></b> - 2020-2024: Umsetzung und rechtliche Einführung des Bundesgesetzes über die Verbesserung des Schutzes gewaltbetroffener Personen auf kantonaler Ebene sowie Aktualisierung Fachwissen bei Mitarbeitenden. - Gesetzesanpassungen im Bereich Persönlichkeitsschutzgesetz sowie Aus -und Weiterbildung Mitarbeitende der Kantonspolizei Nidwalden. - Erarbeiten von gesetzlichen Grundlagen zum Betreiben eines KBM welches zum Ziel hat Wiederholungstaten im Bereich der häuslichen Gewalt zu verhindern bzw. minimieren, sowie den Schutz der körperlichen und psychischen Unversehrtheit von Personen u.a. im Bereich Stalking.
OW	<b><u>Bestehend</u></b> - Zweijährliche, halbtägige Weiterbildung für alle neuen Mitarbeiter/innen von KESB, Kapo, Sozialamt, Migration usw. im Bereich HG durch Kapo, Opferhilfe, Frauenhaus Luzern u Agredis.	<b><u>In Planung</u></b> - Schaffung gesetzlicher Grundlagen für KBM u Schaffung von Grundlagen für weitere Massnahmen gegen Gefährder und gegen Stalking
SG	<b><u>Bestehend</u></b> - Weiterbildungselemente für Fachpersonen im Rahmen des Projekts Kinder inmitten Partnerschaftsgewalt (vgl. S. 17), u.a. Implementierung des Handbuchs «Kinder inmitten von Partnerschaftsgewalt»	<b><u>Bestehend</u></b> - Seit Juli 2020: Polizeiliche Massnahmen bei Stalking (Kontakt- Annäherungs- und Rayonverbote) zusätzlich zur Wegweisung bei häuslicher Gewalt <b><u>In Planung</u></b> - XIV. Nachtrag zum Polizeigesetz mit Regelungen zum Bedrohungsmanagement -

Kanton	Handlungsfeld 9	Handlungsfeld 10
	<b>Weiterbildung</b> - Massnahmen / Projekte im Bereich Weiterbildung (Berufsgruppen) - Sonstiges	<b>Rechtlicher Rahmen zu häuslicher Gewalt</b> - Bedrohungsmanagement - polizeiliches Annäherungs- und Kontaktverbot
SH	<b><u>Bestehend</u></b> - Gewaltprävention und Gewaltschutz für Fachkräfte Asyl und Flucht <b><u>In Planung</u></b> - Befragung von Kindern und Erkennen von Traumata für Mitglieder der Justizbehörde - Sprechen von Ersatzmassnahmen für Staatsanwält:innen - Schulung, Coaching und Beratung zum Themenfeld Zwangs- und Minderjährigenheirat	<b><u>Wird geprüft</u></b> - Einführung eines kantonalen Gewaltschutzgesetzes <b><u>In Planung</u></b> - Aufnahme Bedrohungsmanagement in Polizeigesetz
SO	<b>Schwerpunkte:</b> - Sensibilisierung von Fachpersonen und freiwillig Tätigen (siehe HF 2) <b><u>In Prüfung</u></b> - Weiterbildungsangebote für med. Fachpersonen - Fachveranstaltung für jur. Fachpersonen - Informationsveranstaltung für Fachpersonen aus der Kinder- und Jugendarbeit	
SZ		<b><u>Bestehend</u></b> - <b>Teilrevision Polizeigesetz</b> vom 27.05.2020 (SRSZ 520.110, Inkraftsetzung per 01.01.2021)
TI	<b><u>Progetti attivati destinati a</u></b> - agenti della polizia cantonale e comunale; - operatori sociali (Progetto VivaVoce per l'ascolto dei minori); - personale del Pronto soccorso; - medici, ginecologi, infermieri del ramo della salute sessuale (ambito MGF); - operatori sociali dell'Ufficio dell'assistenza riabilitativa; - psicologi e psicoterapeuti; - interpreti e mediatori culturali; - media. <b><u>Progetti in fase di sviluppo destinati a</u></b> - avvocati e praticanti legali - Distribuzione e accompagnamento relativo alla Guida "Contatti dopo la violenza domestica?" (rinviato, ripianificazione in corso); - magistrati; - personale delle farmacie; - medici di famiglia;	<b><u>Progetti in fase di sviluppo</u></b> - Revisione della Legge cantonale sulla polizia: - estensione dei giorni di allontanamento dell'autore da 10 a 30 giorni; - introduzione del principio della "gestione delle minacce".

Kanton	Handlungsfeld 9	Handlungsfeld 10
	<b>Weiterbildung</b> - Massnahmen / Projekte im Bereich Weiterbildung (Berufsgruppen) - Sonstiges	<b>Rechtlicher Rahmen zu häuslicher Gewalt</b> - Bedrohungsmanagement - polizeiliches Annäherungs- und Kontaktverbot
	<b>Extra</b> - Il Programma cantonale di promozione dei diritti dell'infanzia e della gioventù prevede dei momenti formativi con i professionisti in merito ai diritti della Convenzione internazionale sui diritti del fanciullo (CRC)	
TG	<b>Bestehend</b> - jährlich stattfindende Schulungen für angehende Fachpersonen Gesundheit EFZ sowie für angehende dipl. Pflegefachkräfte HF <b>Laufend</b> - jährliches Durchführen einer kantonalen Fachveranstaltung zu einem Schwerpunktthema der Istanbul-Konvention <b>In Planung</b> - Koordination, Bündelung und Sichtbarmachung bereits bestehender sowie Ausbau der Weiterbildungsangebote	<b>In Planung</b> - Ausbau von Anwendungsmöglichkeiten und Schaffung von zusätzlichen Opfer- und Gewaltschutzmassnahmen im Rahmen der aktuellen Polizeigesetzrevision
ZG	<b>Weiterbildung</b> <b>Bestehend</b> - Jährliche Ausbildung angehender Lehrpersonen zum Thema Kindsmisshandlung und Häusliche Gewalt - Alle 2 Jahre Angebot einer Ausbildung für Krippenmitarbeiter sowie Tageseltern zum Thema Kindsmisshandlung und Häusliche Gewalt	<b>Rechtlicher Rahmen zu Häuslicher Gewalt</b> <b>Bestehend</b> - Polizeiliche Fernhaltmassnahme max. 10 Tage (PoIG) <b>In Planung</b> - Schaffung kantonales Bedrohungsmanagement
ZH	<b>Bestehend</b> - Massnahmen gegen Häusliche Gewalt und Stalking (inkl. Weiterbildung,) sind im kantonalen Gewaltschutzgesetz definiert (LS 351). - Aus-/Weiterbildungsangebote für Fachpersonen fortsetzen, wo nötig ausbauen (z.B. jährliche IST-Weiterbildungsreihe mit 4 Veranstaltungen, Fachtagung Bedrohungsmanagement etc.) <b>In Planung</b> <b>RRB 338/2021:</b> - Der Kanton Zürich hat im Massnahmenkatalog einen Schwerpunkt bei der Aus- und Weiterbildung von Fachpersonen gesetzt. Zentral ist, dass Fachkräfte alle Formen von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt erkennen und darauf reagieren können. Geschult werden Themen wie Geschlechterstereotypen, Rechte und Bedürfnisse von Opfern und Auswirkungen von miterlebter Gewalt auf Kinder. Geschult werden Fachpersonen aus diversen Tätigkeitsfeldern. <a href="#">(Regierungsratsbeschluss Nr. 338/2021   Kanton Zürich (zh.ch))</a>	<b>Bestehend</b> - Massnahmen gegen Häusliche Gewalt und Stalking (inkl. Weiterbildung, Prävention und Öffentlichkeitsarbeit) sind im kantonalen Gewaltschutzgesetz definiert (LS 351). <b>In Planung</b> <b>Schwerpunkte und Projekte:</b> - Unter dem für die Strafverfolgung festgelegten regierungsrätlichen Schwerpunkt der Legislaturperiode 2019-2022 (RRB 184/2019) "Gewalt gegen Frauen" wurden diverse Teilprojekte lanciert: <b>Laufendes Gesetzgebungsverfahren: RRB338/2021: Massnahme 3.5 Gewaltbetroffene Kinder. Änderung § 15 Abs. 1 GSG. Polizei leitet Schutzverfügungen an eine für Minderjährige spezialisierte Beratungsstelle weiter, sofern Kinder im Haushalt der Beteiligten leben.</b> <a href="#">(Regierungsratsbeschluss Nr. 1501/2022   Kanton Zürich (zh.ch))</a>

### 2.3.11 Addendum feuille de route: violence sexuelle

Canton	Addendum feuille de route
	<p><b>Violence sexuelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conseil et accompagnement des victimes de violences sexuelles</li> <li>- Approche coordonnée et globale</li> <li>- Centres de crise; soins médicaux (juridiques)</li> <li>- Formation initiale et continue des forces de l'ordre et des tribunaux</li> <li>- Données sur la dénonciation et l'élucidation des violences sexuelles</li> </ul>
GE	<p><b><u>Existant</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'UIMPV, unité interdisciplinaire de médecine et prévention des violences, des HUG (Hôpitaux universitaires de Genève), intervient depuis 1997 pour la prise en charge spécialisée des victimes de violences, y compris sexuelles, l'établissements de certificats de constat, et la coordination avec les différents corps professionnels et le Centre LAVI. <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tous types de violences (personnes majeures)</li> </ul> </li> <li>- Mutilations génitales féminines: Consultation MGF, Service de gynécologie, <a href="https://www.hug.ch/gynecologie/mutilations-genitales-feminines">https://www.hug.ch/gynecologie/mutilations-genitales-feminines</a></li> <li>- Violences sexuelles (femmes): Urgences gynécologiques, <a href="https://www.hug.ch/gynecologie/urgences-gyneco-obstetricales">https://www.hug.ch/gynecologie/urgences-gyneco-obstetricales</a>; <a href="https://www.hug.ch/gynecologie/agressions-violence">https://www.hug.ch/gynecologie/agressions-violence</a></li> <li>- Tous types de violences (personnes mineures), Groupe de protection de l'enfance, Hôpital des enfants,</li> <li>- Enfin, en ce qui concerne les hommes adultes victimes de violences sexuelles, en l'absence d'une unité dédiée, ils sont reçus aux urgences ambulatoire pour le constat d'agression sexuelle. Sur le plan somatique, ils peuvent ensuite être suivis à la consultation des maladies infectieuses, par les proctologues, urologues, sexologues..., Sur le plan psychologique, ils se rendent à l'UIMPV ou à la CTG (Consultation pour victimes de torture et de guerre, qui reçoit un certain nombre de migrants qui ont été victimes de viols ou tortures sexuelles).</li> <li>- Pour plus d'informations sur les unités précitées, voir: <a href="https://www.hug.ch/medecine-premier-recours/unite-durgences-ambulatoires">https://www.hug.ch/medecine-premier-recours/unite-durgences-ambulatoires</a> <a href="https://www.hug.ch/consultation/maladies-infectieuses">https://www.hug.ch/consultation/maladies-infectieuses</a> <a href="https://www.hug.ch/medecine-premier-recours/consultation-pour-victimes-torture-guerre-ctg">https://www.hug.ch/medecine-premier-recours/consultation-pour-victimes-torture-guerre-ctg</a></li> </ul> <p><b><u>En cours d'examen:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En lien avec l'élaboration du plan d'action violence et de la mise en oeuvre de la LED-Genre une analyse des formations à organiser à l'adresse des forces de l'ordre, des tribunaux et des professions de la santé et du social est en cours.</li> </ul>
GE ville	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan d'action "Objectif zéro sexisme dans ma ville" - thématique du sexisme et du harcèlement dans l'espace public.</li> <li>- Collecte de données</li> </ul>

Canton	Addendum feuille de route
	<p><b>Violence sexuelle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conseil et accompagnement des victimes de violences sexuelles</li> <li>- Approche coordonnée et globale</li> <li>- Centres de crise; soins médicaux (juridiques)</li> <li>- Formation initiale et continue des forces de l'ordre et des tribunaux</li> <li>- Données sur la dénonciation et l'élucidation des violences sexuelles</li> </ul>
JU	<p><b><u>En cours d'examen</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'avant-projet de loi concernant la prévention et la lutte contre les violences domestiques, actuellement en cours de consultation, prévoit la création d'un centre de crise (article 10 de la loi –</li> <li>- <a href="https://www.jura.ch/Htdocs/Files/v/42660.pdf/Parlement/Projets-de-lois---Consultations/Consultations/EGA/230213_Avant-projet-loi-sur-les-violences-domestiques.pdf?download=1">https://www.jura.ch/Htdocs/Files/v/42660.pdf/Parlement/Projets-de-lois---Consultations/Consultations/EGA/230213_Avant-projet-loi-sur-les-violences-domestiques.pdf?download=1</a></li> </ul>
NE	<p><b><u>Existant</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le SAVI conseil et accompagne les victimes de violences sexuelles</li> </ul> <p><b><u>En cours d'examen</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'une Unité de médecine des violences en discussion</li> </ul>
VD	<p><b><u>Existant</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre de consultations pour les victimes de violence sexuelle : <a href="https://www.vd.ch/themes/aides-financieres-et-soutien-social/soutien-aux-victimes-de-violence/aide-pour-les-victimes-dagression-sexuelle-ou-de-violence-sexuelle">https://www.vd.ch/themes/aides-financieres-et-soutien-social/soutien-aux-victimes-de-violence/aide-pour-les-victimes-dagression-sexuelle-ou-de-violence-sexuelle</a></li> <li>- Unité de médecine des violences : <a href="https://www.curml.ch/unite-de-medecine-des-violences-umv">https://www.curml.ch/unite-de-medecine-des-violences-umv</a></li> <li>- Centres LAVI : <a href="https://www.profa.ch/lavi">https://www.profa.ch/lavi</a></li> </ul>
VS	<p><b><u>Existant</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Centres LAVI</li> <li>- Centres SIPE</li> <li>- Hôpital du Valais (urgences et gynécologie)</li> </ul>

## 2.3.12 Addendum Roadmap: Sexuelle Gewalt

Kanton	Addendum Roadmap
	<p><b>Sexuelle Gewalt</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Beratung und Begleitung von Opfern sexueller Gewalt</li> <li>- Koordinierter, ganzheitlicher Ansatz</li> <li>- Krisenzentren; (Rechts-)medizinische Versorgung</li> <li>- Aus- und Weiterbildung von Strafverfolgungsbehörden und Gerichten</li> <li>- Datenlage zur Anzeige und Aufklärung von sexueller Gewalt</li> </ul>
AG	<p><b><u>Bestehend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rechtsmedizinische Versorgung, auch ohne Anzeige</li> </ul> <p><b><u>Wird geprüft</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Professionalisierung der Erstbehandlung von Gewaltopfern (im Rahmen eines Postulates)</li> </ul> <p><b><u>In Planung</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Weiterbildung von Strafverfolgungsbehörden und Gerichten</li> <li>- Aufbau einer Statistik (u.a. zu sexueller Gewalt)</li> </ul>
AI	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sexuelle Gesundheit durch Fachstelle Aids- und Sexualfragen SG-App (LV)</li> <li>- Fachstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität SG (LV)</li> </ul>
BE	<p><b><u>Bestehende Angebote:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Berner Modell bei sexueller Gewalt (Vernetztes Angebot für Frauen, die Opfer sexueller Gewalt geworden sind)</li> <li>- Leistungsvereinbarung mit Lantana: Fachstelle Opferhilfe bei sexueller Gewalt, Bern; VISTA: Fachstelle Opferhilfe bei häuslicher und sexueller Gewalt, Thun; Service d'Aide aux Victimes, Biel/Bienne</li> <li>- Kantonspolizei Bern, Kontaktstelle für Frauen</li> </ul>
BL	<p><b><u>Bestehend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Beratung und Begleitung von Opfern sexueller Gewalt gemäss OHG durch die Opferhilfe beider Basel (NGO mit Leistungsauftrag BL/BS)</li> <li>- Pikettdienstleistende der Staatsanwaltschaft absolvieren den Studiengang CAS Forensics. Neu wurde bei der Staatsanwaltschaft ein Kompetenzbereich für Sexualdelikte und Häusliche Gewalt geschaffen, durch den auch für den Umgang mit Opfern eine Spezialisierung geschaffen werden soll. Opfer werden von Gesetztes wegen auf Hilfsangebote/Opferhilfe hingewiesen.</li> <li>- Kantonsspital BL (KSBL): Das medizinische Personal der Notfallstation geht in Fällen von häuslicher Gewalt anhand einer speziellen Checkliste vor. Zwei Mitarbeitende der Notfallstation des KSBL sind in Ausbildung für «forensic nursing». Opfer von sexueller Gewalt werden durch die Gynäkologie behandelt (24/7). Das Vorgehen der Gynäkologie erfolgt anhand des internen «Merkblatts zum Vorgehen nach Vergewaltigung» (medizinischen Versorgung, Ganzkörperuntersuchung/Gewaltspuren und Gynäkologische Untersuchung inkl. Abstriche, spezifische Tests und Erstversorgung). Innerhalb 72 Std. nach Gewaltvorfall: Falls Patientin einverstanden ist, wird das Institut für Rechtsmedizin (IRM) einbezogen (unabhängig von Anzeigerstattung).</li> </ul> <p><b><u>Wird geprüft</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Handlungsbedarf zu den Massnahmen im Addendum/Handlungsfeld 11</li> </ul>
BS	<p><b><u>Bestehend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- RT sexualisierte Gewalt</li> <li>- Kostenlose forensisch-klinische Untersuchung und gynäkologische Versorgung im Universitätsspital in Kooperation mit dem IRM (Institut für Rechtsmedizin), auch ohne Anzeige (24/7)</li> <li>- Begleitung und Unterstützung durch die Opferhilfe beider Basel und durch Aliena (Fachstelle für Frauen im Sexgewerbe)</li> </ul>

Kanton	Addendum Roadmap
	<b>Sexuelle Gewalt</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Beratung und Begleitung von Opfern sexueller Gewalt</li> <li>- Koordinierter, ganzheitlicher Ansatz</li> <li>- Krisenzentren; (Rechts-)medizinische Versorgung</li> <li>- Aus- und Weiterbildung von Strafverfolgungsbehörden und Gerichten</li> <li>- Datenlage zur Anzeige und Aufklärung von sexueller Gewalt</li> </ul>
	<u><b>Wird geprüft</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Allgemeiner Handlungsbedarf im Bereich sexualisierte Gewalt zur Stärkung eines ganzheitlichen Ansatzes</li> <li>- Kooperationsvereinbarung forensisch-klinische Untersuchungen (Berner Modell)</li> <li>- Bedarf Krisenzentrum</li> <li>- Ausbau therapeutische Unterstützungsmöglichkeiten</li> <li>- Beratung und Begleitung von Opfern sexualisierter Gewalt</li> <li>- Arbeit mit gewaltausübenden Personen</li> <li>- Datenlage</li> </ul>
<b>GL</b>	<u><b>Bestehend</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Opferberatungsstelle begleitet und unterstützt Opfer von sexualisierter Gewalt</li> </ul>
<b>GR</b>	<u><b>Bestehend</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Opferberatungsstelle begleitet und unterstützt u.a. Opfer von sexualisierter Gewalt</li> <li>- Forensic Nursing Sprechstunde, u.a. für Opfer von sexualisierter Gewalt: kostenlose und niederschwellige rechtsmedizinische Versorgung (gerichtsverwertbare Dokumentation, Information über weiterführende Hilfsangebote)</li> <li>- Prävention: Leistungsvereinbarung Fachstelle Adebar, Sexualpädagogik und Beratung</li> </ul>
<b>NW</b>	<u><b>Bestehend</b></u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- LV mit Opferberatung, Fachstelle Ehe-und Lebensberatung ELBE Luzern (Prävention in Schulen, Beratung Schwangerschaftsabbruch) sowie Fachstelle S&amp;X</li> </ul>
<b>SG</b>	<u><b>Bestehend</b></u> <p><b>Beratung und Begleitung:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soforthilfe nach sexueller Gewalt im Kantonsspital SG: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kostenloses Angebot auch ohne Stellen eines Strafantrags,</li> <li>- 24/7-Erreichbarkeit,</li> <li>- Erstberatung durch speziell geschultes medizinisches Personal,</li> <li>- Begleitung zur rechtsmedizinischen Untersuchung und Gynäkologin,</li> <li>- Triage zur Opferhilfe SG-AR-AI und zur HIV-Prävention</li> </ul> </li> <li>- Opferhilfe SG AR AI</li> <li>- FAPLA Beratungsstelle für Familienplanung, Schwangerschaft &amp; Sexualität</li> <li>- Maria Magdalena Prävention und Gesundheitsförderung, Beratung von Sexarbeitenden</li> <li>- Projekte Sensibilisierung von KMUs und Betroffenen zu sexueller Belästigung</li> <li>- Umfrage 2021 &gt; Plakataktion und Workshop Zivilcourage – Kein Platz für Sexismus</li> </ul>

Kanton	Addendum Roadmap
	<b>Sexuelle Gewalt</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Beratung und Begleitung von Opfern sexueller Gewalt</li> <li>- Koordinierter, ganzheitlicher Ansatz</li> <li>- Krisenzentren; (Rechts-)medizinische Versorgung</li> <li>- Aus- und Weiterbildung von Strafverfolgungsbehörden und Gerichten</li> <li>- Datenlage zur Anzeige und Aufklärung von sexueller Gewalt</li> </ul>
SH	<b><u>Wird geprüft</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Krisenzentren</li> </ul>
SO	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Leistungen der OH für Opfer von Sexueller Gewalt</li> <li>- Spezifischer, mit der Einvernahme von Opfern von schweren Sexualdelikten befasster Fachbereich der Kantonspolizei Solothurn</li> </ul>
SZ	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Forensic Nurses</li> </ul>
TI	<b>Addendum “Violenza sessuale”</b> <b><u>Progetti già attivi</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tematica affrontata nell’ambito della formazione sulla violenza domestica e la violenza in generale (vedi Campo d’azione 9): agenti della polizia cantonale e comunale, operatori sociali, personale del Pronto soccorso, medici, ginecologi, infermieri del ramo della salute sessuale (ambito MGF), psicologi e psicoterapeuti, interpreti e mediatori culturali, media.</li> </ul> <b><u>Progetti in fase di sviluppo:</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tematica affrontata nell’ambito della formazione sulla violenza domestica e la violenza in generale (vedi Campo d’azione 9): avvocati e praticanti legali, magistrati, personale delle farmacie, medici di famiglia;</li> <li>- Approfondimenti in corso per la raccolta dei dati statistici sulla violenza domestica (estensione dei dati a disposizione della polizia con l’integrazione sistematica dei dati provenienti dai tribunali e ulteriore sviluppo attraverso il coinvolgimento di altri servizi).</li> </ul>
TG	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bestehende Beratungsangebote verschiedener Leistungserbringer (sexualisierte Gewalt, sexuelle Belästigung / Ausbeutung, Diskriminierung aufgrund des Geschlechts)</li> </ul> <b><u>Laufend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prüfen und Umsetzen von Massnahmen zur Stärkung der stellenübergreifenden Zusammenarbeit</li> <li>- Prüfen und Erarbeiten von Empfehlungen und möglichen Massnahmen zur Sicherstellung einer adäquaten medizinischen Versorgung von Gewaltopfern und der sachgemässen Dokumentation von Verletzungen</li> </ul>
ZG	<b><u>Bestehend</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- In regelmässigen Abständen Ausbildung der Mitarbeiter gynäkologisches Ambulatorium des Kantonsspitals Zug</li> </ul>
ZH	<b><u>Massnahmen</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- RRB 338/2021 Massnahmen 3.7 Unterstützung für Opfer von sexueller Gewalt (<a href="#">Regierungsratsbeschluss Nr. 338/2021   Kanton Zürich (zh.ch)</a>)</li> <li>- RRB 338/2021 Massnahme 9 Erhebung statistischer Daten (<a href="#">Regierungsratsbeschluss Nr. 338/2021   Kanton Zürich (zh.ch)</a>)</li> </ul>

## 2.4 D'Autres mesures cantonales concernant les thèmes de la convention d'Istanbul / Weitere kantonale Massnahmen der Themenfelder Istanbul-Konvention

### 2.4.1 D'autres mesures cantonales concernant les thèmes de la convention d'Istanbul

Canton	Autres thèmes Convention d'Istanbul
GE	<p><b><u>Existant</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des mesures de sensibilisation sur les MGF ont lieu régulièrement autour du 6 février, journée internationale, grâce à la collaboration avec les associations concernées</li> <li>- Mesures de prévention du harcèlement sexuel au travail et dans l'espace public, mentionnées dans les lignes précédentes</li> <li>- Campagne sur les violences LGBTIQphobes dans le cadre familial, une diapositive en 2022 et une nouvelle diapositive dès le 17 mai 2023</li> <li>- Formation sur les discriminations et violences envers les personnes LGBTIQ+ dans le cadre du colloque santé Trans* en octobre 2022</li> </ul> <p><b><u>En planification</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conférence sur les aspects de santé des personnes intersexes dans le cadre d'un festival, à l'automne 2023</li> </ul>
JU	<p><b>Lutte contre le harcèlement au travail:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diffusion et promotion du kit de sensibilisation pour les employeurs, réalisé par la Conférence suisse des Délégué-e-s à l'égalité</li> <li>- Campagne de communication réalisée en automne 2022</li> <li>- Interventions en entreprises, sur demande</li> </ul> <p>Informations sur <a href="https://www.jura.ch/CHA/EGA/Emploi/Harcelement.html">https://www.jura.ch/CHA/EGA/Emploi/Harcelement.html</a></p>
VD	<p><b>Déléguée cantonale aux questions LGBTIQ:</b></p> <p><b><u>Existant</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « Plan d'action pour la prévention et le traitement de l'homophobie et de la transphobie en contexte scolaire en 10 mesures » : <a href="https://www.vd.ch/toutes-les-autorites/departements/departement-de-lenseignement-et-de-la-formation-professionnelle-def/actualites/news/14441i-lutte-contre-lhomophobie-et-la-transphobie-dans-les-lieux-de-formation">https://www.vd.ch/toutes-les-autorites/departements/departement-de-lenseignement-et-de-la-formation-professionnelle-def/actualites/news/14441i-lutte-contre-lhomophobie-et-la-transphobie-dans-les-lieux-de-formation</a></li> <li>- Feuille de route LGBTIQ de la Police cantonale : <a href="https://votrepolice.ch/criminalite/violences-lgbt/">https://votrepolice.ch/criminalite/violences-lgbt/</a></li> </ul> <p><b><u>En planification:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stratégie et plan d'action cantonal LGBTI</li> </ul> <p><b>Canton / BEFH:</b></p> <p><b><u>Existant</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mariages forcés: campagne de sensibilisation, publications à destination des particulier.e.s et professionnel.le.s: <a href="https://www.vd.ch/themes/population/integration-des-etrangers-et-prevention-du-racisme/situation-de-mariage-force-que-faire">https://www.vd.ch/themes/population/integration-des-etrangers-et-prevention-du-racisme/situation-de-mariage-force-que-faire</a></li> <li>- Femmes migrantes: hébergement unifié pour toutes les femmes à 60 jours en centre d'accueil</li> <li>- Femmes migrantes: examen par le SPOP des chances d'obtention d'un permis ou statut de séjour indépendant du conjoint violent</li> </ul> <p><b><u>En cours</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mutilations génitales féminines: état des lieux</li> </ul> <p><b><u>En planification</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Campagne d'information à destination des femmes migrantes</li> </ul>

Canton	Autres thèmes Convention d'Istanbul
VD Ville Lausanne	<p><b><u>En cours</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan LGBTIQ+</li> </ul> <p><b><u>En cours</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Police municipale: Suivi de victimes d'autres type de violences (ingestion GHB + cas de piqûres ; discrimination raciale)</li> </ul>
VS	<p><b><u>Existant</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation sur le harcèlement sexuel au travail pour les employeurs et responsables RH</li> <li>- Diffusion du kit de la CSDE contre le harcèlement sexuel</li> <li>- Depuis 2022, Plan d'action contre les discriminations à l'égard des personnes LGBTIQ, campagne annuelle</li> <li>- Information, prévention des mariages forcés</li> </ul>

## 2.4.2 Weitere kantonale Massnahmen der Themenfelder der Istanbulkonvention

Kanton	Weitere Themen Istanbul-Konvention
AG	<p><b>Genitalbeschneidung</b></p> <p><b><u>Bestehend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Anpassung des Leistungsvertrags mit der Fachstelle Sexuelle Gesundheit Aargau</li> </ul> <p><b><u>In Planung</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Erweiterung des Leistungsvertrages mit der Fachstelle Sexuelle Gesundheit Aargau um den Bereich Prävention im Gesundheitswesen</li> <li>- Übernahme von Kosten für vereinbarte medizinische Leistungen gemäss Leistungsvertrag mit den ausgewählten Spitälern</li> </ul>
BE	<p><b><u>In Planung</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Austauschgremien mit Zwangsheirat.ch und Netzwerk Mädchenbeschneidung</li> </ul>
BE Stadt	<p><b><u>Bestehend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Am 24. April 2023 lanciert die Stadt Bern die Kampagne mit Meldetool «Bern schaut hin», um Sexismus und Queerfeindlichkeit im öffentlichen Raum und im Nachtleben zu bekämpfen.</li> <li>- Org. und Durchführung eines Städtischen Runden Tisches Zwangsehe / Zwangsheirat; Sensibilisierungsaktivitäten insb. vor den Sommerferien</li> </ul>
BS	<p><b><u>Bestehend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2023-2025: Projekt Aufbau Gewaltmonitoring (Fokus Häusliche Gewalt)</li> <li>- Leistungsvereinbarung mit der Fachstelle Zwangsheirat</li> </ul>
GR	<p><b><u>Bestehend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fachstelle Adebar: Prävention sexuelle Gesundheit und FGM/C</li> </ul>
SG	<p><b><u>Bestehend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisierung/Veranstaltungen «Gender Matters»</li> <li>- Pilotprojekt von regionalen Treffen queere Jugendliche</li> <li>- Elternbildungsmodul, geschlechtliche Vielfalt &amp; Transidentität</li> <li>- Kinderdorf Pestalozzi, Let Talks About Gender</li> </ul> <p><b><u>Bestehend</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Seit 2021: Anlaufstelle gegen Mädchenbeschneidung Ostschweiz und Liechtenstein, finanziert durch Fachstelle Integration</li> </ul>

<b>Kanton</b>	<b>Weitere Themen Istanbul-Konvention</b>
	- Mädchenbeschneidung Sarganserland Mitfinanzierung Aufbau.
<b>SH</b>	<b><u>Geplant</u></b> - Schulung, Coaching und Beratung zum Themenfeld Zwangs- und Minderjährigenheiraten